

Le Rebelle

JOURNAL POUR NUIRE À L'AUTORITÉ

PRINTEMPS 2020



No. 2

SALE TEMPS POUR LES BRAVES

Ce numéro veut faire la part belle aux mutineries des taules italiennes, qui ébranlent depuis un mois la base de l'autorité de l'État.

Quand l'État perd autant de crédibilité d'un seul coup, pour une raison ou une autre, il s'accroche férocement à la seule logique qui le tient debout : la coercition. Autrement dit, les forces armée et policière, et les points d'appui qu'il trouve en chacune d'entre nous pour relayer son autorité de façon encore plus explicite : l'auto-flicage et la délation.

Ce numéro essaie aussi de croiser quelques analyses, quelques propositions aux sensibilités différentes. Histoire d'ouvrir l'angle d'attaque des outils



possibles face à la situation actuelle.

Une chanson vient clore le numéro, pour saluer le courage des prisonniers et des prisonnières qui continuent encore de se rebeller.

Une pensée ardente pour ceux qui, n'ayant plus grand-chose à perdre, ont mis leur vie en jeu dans les prisons de Modène

(Italie) le 8 mars dernier, et de Bogotà (Colombie) le 22 mars. Et 14 personnes pour l'une, 23 pour l'autre, ont perdu...

Un sourire complice aussi à l'audace des cœurs chauds et les têtes froides qui nagent à contre-courant de ce moment.



Modène : quelques mises à jour sur la révolte et la répression

La rage dans les prisons n'a pas tardé à exploser, après l'entrée en vigueur du décret d'urgence pour endiguer la contagion du Virus.

L'interdiction des parloirs s'est alors étendue à tous les lieux de détention, et certaines prisons la mettaient déjà en application.

Il serait long de répertorier les 27 prisons où ont éclaté les révoltes.

Révoltes qui ont conduit à des bouleversements plus ou moins temporaires de la réalité carcérale (qui ne vise que l'annulation, la dépersonnalisation de l'individu) : des prisons et du matériel de matons qui partent en fumée, des structures occupées, des détenus sur le toit, le renversement du rôle gendarme-voleur avec des séquestrations de matons, des documents brûlés, des évasions tentées et certaines réussies.

Le 8 mars 2020, des colonnes de fumée s'élèvent de la prison de Sant'Anna à Modène : très vite, n'importe qui peut les remarquer, ce qui fait accourir les amis, les familles et les gens en soutien aux détenus. Ces derniers ont assisté aux allées et venues de tous les types de police mobilisés pour réprimer la révolte : police d'État, carabinieri, police pénitentiaire, GOM [équivalent des ERIS] ; ainsi qu'un hélicoptère pour patrouiller au-dessus de la zone, et la police municipale qui a essayé de faire dégager les gens dehors, sans succès (le rôle le plus mesquin était réservé à ceux qui passent leur vie à chercher la petite bête).

De l'extérieur, quelques coups de feu se sont



faits entendre distinctement.

De l'intérieur, des gars ont hurlé : « *Ils sont en train de nous massacrer !* ».

Dans la narration officielle, les détenus et les détenues auraient pris le contrôle de la structure qu'ils auraient ensuite dévastée ; une personne a tenté de s'échapper mais elle s'est fait reprendre immédiatement. Parmi les dégâts, se trouve l'incendie du bureau de registre qui contenait les copies des documents papier.

Pendant que les détenu·e·s menotté·e·s sont escorté·e·s et frappé·e·s sous les yeux des gens en soutien à l'extérieur, une personne a aperçu - à ce moment-là déjà - un sac qui renfermait un cadavre.

Une fois l'émeute pacifiée, ils ont commencé un transfert de masse d'environ 500 détenus (vers les établissements de Porto Azzurro, Cagliari, Sassari, Cuneo, Trente, Vercelli, Belluno, Pérouse, Rovigo, Sanremo, Genoa, Ascoli, Terni, Parme, Reggio Emilia), la prison étant désormais inutilisable.

Ensuite, les nouvelles glaçantes sont tombées : d'abord un mort, puis deux, trois... six. Et dans les jours suivants, ce décompte est passé à neuf, neuf décès annoncés par les voitures funéraires qui sortaient de la prison.

Mais ce qui peut paraître encore plus déconcertant, c'est la version des journaux, d'abord locaux puis nationaux : les causes des décès seraient la méthadone et les overdoses, suite à un pillage de l'infirmerie par une partie des mutins.

La même version est ressortie avec l'augmentation du nombre tragique des morts : quatre à Rieti et deux autres à Bologne.

Pour l'instant, une seule version est présentée : le rapport de l'administration pénitentiaire, elle qui a toutes les raisons de dissimuler la vérité et de mentir. Deux détenus seraient morts d'une overdose de méthadone, et un d'une overdose de benzodiazépine.

Quatre autres décès seraient survenus à la suite de transferts dans les

prisons de Parme, Alexandrie, Marino del Tronto. Et un détenu est décédé à Vérone lors du voyage vers la prison de Trente.

Ces décès sont attribués eux aussi à une overdose de méthadone, malgré une visite médicale avant le transfert.

Les passages à tabac se sont succédés, depuis l'évacuation de Sant'Anna à l'arrivée des détenus dans des prisons préparées spécialement pour les révoltés. Des témoignages parlent de représailles de la part des matons, sur des prisonniers sans défense, jetés dans des cellules d'isolement sans traitement médical.

Deux autres auraient été retrouvés morts deux jours plus tard dans une section.

On vient faire contre-poids en disant que cette version n'est pas crédible et dans le cas des personnes transférées, puis décédées, rien que la façon dont les faits sont rapportés pose question.

Nous affirmons que toute mort EN prison est une mort DE la prison, liée à son existence même et à l'anéantissement forcé de l'individu.

Cela dit, nous ne croyons pas à une coïncidence dramatique, où quinze personnes meurent d'overdose au cours de trois révoltes différentes.

Nous savons bien que dans les moments les plus critiques, l'État se montre sous un autre jour, sacrifie les apparences et se dévoile. Il se met à défendre l'ordre des choses avec les méthodes les plus totalitaires, explicites et violentes, en mettant de côté tout semblant démocratique.

Nous connaissons les mensonges propagés systématiquement par l'État pour couvrir ses meurtres et ses massacres.

Et cela d'autant plus à l'intérieur d'une institution totalisante comme la prison, où loin des yeux loin du cœur, des abus se produisent chaque jour qui passe, car il en va de l'existence même de la prison.

Quand la tension monte, l'État tue.

Aujourd'hui, comme précisément un siècle avant, en 1920, alors que l'Italie se préparait au totalitarisme, une foule en grève se faisait tirer dessus sur la

Piazza Grande. Sept ouvriers moururent pendant ce rassemblement.

Puis en 1950, pour bien montrer qu'aucune Libération n'a jamais eu lieu, les carabinieri tuèrent six ouvriers en lutte, ce qui a donné lieu au massacre des anciennes fonderies de Modène.

Aujourd'hui, alors que le Virus s'emballe, les forces de l'Ordre isolent et contrôlent les personnes et les territoires, tout en massacrant ceux qui osent se soulever dans les prisons. Parce qu'eux ne sont pas prêts à perdre le peu qui leur reste, comme la possibilité d'embrasser une proche de temps en temps, ou le désir de réaffirmation et de vengeance contre leurs bourreaux de tous les jours : les matons et le quotidien carcéral.

Pour apporter de la solidarité, du soutien et un peu de chaleur en-dehors des murs, certaines personnes n'ont prêté attention à aucune imposition, et se sont rendues dans une ville aveugle

et déserte.

La prison a l'air vide désormais puisqu'elle est inutilisable, ou du moins en partie, à cause des dégâts causés par la révolte. Le feu a causé la fermeture de la prison de Sant'Anna de Modène !

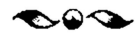
Cette nouvelle arrache une grimace de complaisance, à une bouche tordue et serrée de rage face aux morts et aux mesures toujours plus restrictives à l'intérieur comme à l'extérieur. L'envie de crier est grande, mais le vent a l'air d'être resté à la maison, lui aussi.

Les contrôles, les points de blocage, les auto-certifications pour sortir de chez soi et l'interdiction de se rassembler ne sont rien d'autre que l'extension du système pénitentiaire par-delà les murs. Si le signal est déjà lancé depuis l'intérieur, c'est que la révolte est plus urgente que jamais. La seule réponse au délire lucide de la sécurité, qui en-dehors des murs prend

la forme de l'appel au bon sens et au confinement chez soi, à l'usage de ses privilèges de personne « libre », reflète un assoupissement des consciences et une obéissance aveugle au dogme de la sécurité.

On dirait qu'on attend des temps plus sombres pour agir, mais on ne réalise pas que le temps presse et qu'on est déjà en retard, prises au dépourvu dans la pratique, et battus d'avance dans la théorie.

TOUTES ET TOUS LIBRES !



Modène, 21 mars 2020
roundrobin.info



Aux morts de Modène et à leurs révoltes

Un peu plus d'une semaine s'est écoulée depuis la révolte dans la prison de Modène, et les médias ont déjà oublié le massacre qui s'y est déroulé, comme dans d'autres prisons où la révolte a éclaté il y a quelques jours. Neuf morts juste pour Modène.

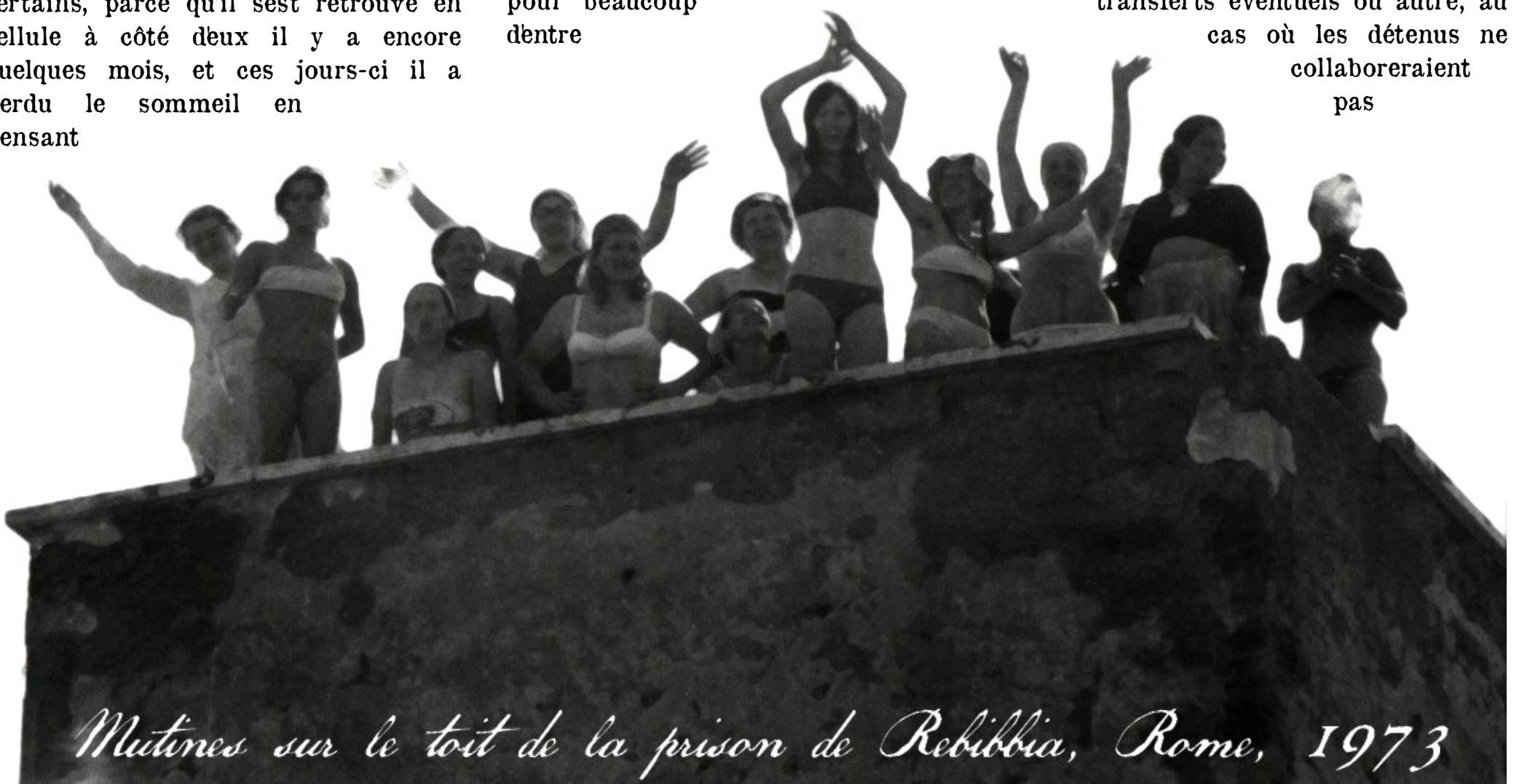
Celui qui écrit ces lignes en a connu certains, parce qu'il s'est retrouvé en cellule à côté d'eux il y a encore quelques mois, et ces jours-ci il a perdu le sommeil en pensant

à eux.

Des hommes avec qui il a cherché à discuter sur ce qui pouvait se faire pour améliorer la situation créée pendant la période précédente.

Le climat instauré par la nouvelle directrice Maria Martone commençait à peser pour beaucoup d'entre

eux. Sur ordre du DAP [Département de l'Administration Pénitentiaire], elle était en train de réorganiser la vie des prisonniers de manière restrictive. En février, le discours était : « il y a besoin de place », « vous devez nous rencontrer », le tout saupoudré de menaces pas vraiment voilées sur des transferts éventuels ou autre, au cas où les détenus ne collaboreraient pas



Mutines sur le toit de la prison de Rebibbia, Rome, 1973

passivement aux besoins de la nouvelle direction. Ce climat était étroitement lié aux problèmes classiques de tout lieu de restriction : la négligence et le harcèlement par les hommes en uniforme, la bureaucratie du système carcéral, la mauvaise nourriture, le manque de couverture santé sérieuse sans parler de la fameuse « thérapie », de la solitude totale et du désespoir de personnes abandonnées et sans aucune aide de l'extérieur. La peur du virus, peut-être la mèche d'une marmite qui bouillonnait de colère et de désespoir, a donné voix aux corps et aux gorges des opprimés qui se retrouvent enfermés en prison à cause de cette société. Trop de choses, trop, se sont dites à propos de la révolte de Modène en crachant sur les morts et sur tous les prisonniers de cette prison. Quasi personne ne se demande avec sérieux, avec profondeur, pourquoi tout cela s'est produit. Pas besoin de chercher qui tire les ficelles pour comprendre que l'origine de tout cela est l'univers carcéral lui-même, avec tous les problèmes rencontrés par les détenus. Dans un moment de rage, la méfiance et le scepticisme tombent, des individus s'unissent en masse, chacun avec sa douleur, son désir de rédemption, et trouvent ensemble la force de faire entendre avec courage et détermination la répression étatique qu'ils payent de leur peau depuis des années. Qui n'a jamais dormi dans une cellule, de l'autre côté de la porte blindée, ne peut comprendre ce que ça signifie d'être à l'intérieur de la prison. Tous ceux qui ont rempli leur gueule de vantour avec ces faits ne méritent pas d'être écoutés, car ils ne savent pas de quoi ils parlent, puisque les morts sont tous des "Tunisiens toxiques", des *déchets* comme quelqu'un a dit. Et d'autres parlent d'ouvrir des fours, de les brûler vifs. Celui qui écrit a vu des gens qui certes utilisaient les « thérapies » maudites, car tout le monde n'est pas en mesure de vivre la prison de façon lucide. Mais nous, ça ne nous intéresse pas de dire que l'infirmerie a été attaquée, et qu'il y a eu un abus de drogues. Notre jugement là-dessus est comme la boussole qui indique le Nord même lorsque vous la secouez. Notre index indique toujours la même direction, le fautive de ces morts, c'est l'État : du dernier maton au bienveillant qui cautionne le travail de la direction et demande la paix et la

sécurité, du major pénitentiaire, en passant par le ministre Bonafede et ceux qui ont dit comme Salvini : « Je vous l'avais dit ». Nous disons aussi « Nous vous l'avions dit », mais d'une façon complètement opposée à la sienne. Nous nous battons pour la liberté de tous et de tous : il y a un gouffre entre nous et ceux qui réclament une prison militarisée. Ils se plaignent que les gardiens avaient peu de moyens, mais ils ont tiré à balle réelle et l'un des matons en réserve a été vu clairement avec une mitrailleuse en main braquée à hauteur d'homme, non ?! Quels moyens manquent ? Les voitures blindées ? Les mitrailleuses ? Les matraques ? Les bouches d'incendie ? Les hélicoptères ? Non seulement on dénigre les demandes des détenus, mais on anéantit aussi la portée politique de leurs revendications : ce qui s'est produit n'est pas qu'une affaire de désespoir. En effet, le rebond de la contestation entre les prisons démontre que ceux qui ont déjà une liberté limitée sont les seuls, à ce jour, qui ont réussi à donner une réponse collective aux restrictions imposées par l'État pour l'urgence du coronavirus. Il se dit souvent ces jours-ci qu'on ne fera pas machine arrière ; c'est aussi vrai pour la prison. Ces révoltes entraîneront des mesures gouvernementales de plus en plus restrictives, car c'est la seule langue qu'une structure comme le DAP comprenne, les révoltes à venir seront réprimées et, pendant ce temps, les nouvelles des tabassages se succèdent en continu, pour un tas de détenus, qu'ils aient participé ou non aux mutineries.

Le Ministère communique seulement les tabassages, de manière à ce que toutes et tous se rappellent bien de ne plus oser se rebeller. En effet, les tortionnaires ont vraiment eu peur pour une fois et l'État italien a fait mauvaise impression au niveau international. Pendant ce temps, les prisonniers se font éclater partout ; on sait que les révoltés sont partis de Modène à moitié nus et gonflés de coups, et les familles, inquiètes, attendent encore d'avoir un contact direct avec leurs proches.

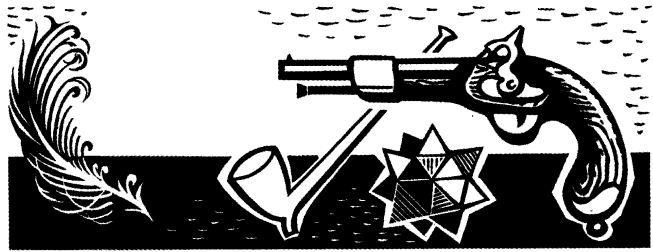
Le rapport de force s'est renversé pour quelques jours, les détenus ont trouvé la force de s'unir, pas tous, d'accord mais cela n'a pas

d'importance, pour faire entendre leur voix comme on ne l'a pas vu dans ce pays depuis tant d'années ; les médias ont déjà mis au rebut les nouvelles qui en réalité se circulent à travers les proches des personnes recluses. C'est loin d'être fini, c'est clair, certains réclament des prisons plus rationnelles sans savoir ce que cela signifie, d'autres demandent à l'armée de dégager des prisons, d'autres encore demandent de bloquer les prisonniers à l'intérieur des cellules, et tout cela n'arrêtera ni la souffrance ni la rage des hommes et des femmes détenus car c'est la même structure qui alimente le déclenchement, souvent imprévu, de révoltes comme celles-ci. Ils et elles ont enduré trop de choses ces dernières années, et les nouvelles restrictions ont dissipé le brouillard du malaise diffus présent dans chaque prison. Et nous, nous savons que celui qui n'a pas participé aux révoltes a quand même eu un sourire au cœur, car il n'y a pas plus grande joie pour un galérien que de savoir qu'une révolte a fait fermer une prison et que quelqu'un s'est enfui, car il sait ce que cela signifie d'être dans une de ces cellules maudites. Et les exploités qui subissent aujourd'hui passivement cette période d'absence totale de liberté, d'asservissement total à l'État et aux techniciens, se souviendront à l'avenir de ceux qui ont lutté dès le début. Les exploités paieront tout ce que l'État tente de pacifier avec divers décrets, manœuvres économiques, mais pas que. Nous ne sommes qu'au début d'une nouvelle et longue lutte à mener et à prendre à bras-le-corps.

C'est à nous qui sommes dehors de donner voix et solidarité à ces luttes en faisant comprendre aux exploités que leur sens n'est en rien irrationnel. Et il existe un mot généralement utilisé avec parcimonie mais qui, à la lumière des événements qui ont eu lieu, doit être soulevé sur le mât des luttes futures contre la prison. Ce mot est : vengeance. Le silence sur ces hommes assassinés par le système carcéral est devenu assourdissant. Ils méritent qu'on se souvienne d'eux aujourd'hui et à l'avenir, pour que tout ce qui est en train de se passer ait une signification profonde.



Trieste, 16 mars 2020 ~ *roundrobin.info*



Lettres et communiqué de prisonniers

Bologne : Lettre d'un détenu sur la révolte dans la prison

Les détenus ont été les maîtres de la Dozza pendant 29 heures, de 13h30 le 9 mars, à 18h30 le 10 mars.

Le premier jour de la révolte, les 200 gardes munis de casques, boucliers et matraques n'ont pas pu entrer, parce que l'entrée était bloquée par les réfrigérateurs et les tables des cellules. Ils ne pouvaient entrer que par le toit.

Certains étaient parés pour la guerre avec des pieds de table à la main et des chaussettes imbibées d'huile, prêtes à brûler. Et puis de l'extérieur, on a entendu crier « *Retraite !* » par les gardes.

C'était un vrai champ de bataille.

Lorsqu'on a entendu des membres de la famille et des personnes en soutien depuis l'extérieur, près de l'arrêt de bus en face de la prison, des gens sont montés sur le toit et ont allumé une torche pour lancer une salutation.

Le 10 mars, à 18h30, la révolte s'est terminée. La révolte a pris fin par choix des détenus, afin de protéger la santé des détenus plus âgés et plus vulnérables.

Les détenus de la section judiciaire [où sont enfermés les détenus en attente de leur procès et ceux condamnés à une peine inférieure à trois ans] ont ensuite été enfermés dans leurs cellules, sans lumière, sans télévision, avec 5 cm d'eau au sol. Toutes les cellules et toute la section sont restées dans le noir.

Le 1^{er} et le 2^{ème} étage ont été dévastés.

Tout a été détruit : portes, portails, tables, placards. Les escaliers bloqués. Les bureaux des inspecteurs, les infirmeries, le cabinet du dentiste, tout a été brûlé.

Bologne, 10 mars

Remarque de Rete Evasioni, un réseau basé à Rome contre les prisons, les CRA et la répression : « au 31 mars, nous savons que les prisonniers de la section judiciaire, la section impliquée dans le soulèvement, sont maintenus enfermés dans leurs cellules 24 heures sur 24, sans même une heure de promenade. Ils n'ont

droit qu'à 10 minutes par semaine pour appeler leurs proches. Le courrier fonctionne toujours, mais il est très lent ».

www.inventati.org/rete_evasioni

Chieti : Lettre depuis la taule de la Madonna del Freddo

Prison de la Madonna
del Freddo, Chieti
19 Mars 2020

Bonjour mon amour, il est 5h00 du matin et j'aurais aimé être au lit avec toi, au lieu de cela je suis pris en otage dans un état incivilisé et criminel. Le véritable criminel, c'est l'État qui, malgré les risques de contagion et de mort, préfère nous garder entassés dans ce trou plutôt que de nous renvoyer chez nous pour être auprès de notre famille. Peut-être avec l'idée d'un patron qui punit, peut-être pour obtenir le consensus populaire, peut-être pour obtenir deux votes, il se comporte comme un vrai criminel, nous tenant en otage malgré toute loi, nous refusant tout droit ; nous courons le risque de ne plus jamais revoir aucun membre de notre famille ou pire encore, de ne jamais sortir vivants de cet enfer. Je te demande de rendre cette lettre publique, car depuis des semaines, nous essayons de nous faire entendre, avec une grève de la faim, en battant tous les jours avec des mains en sang, mais apparemment seuls les murs nous entendent.

Nous demandons à rentrer chez nous au moins jusqu'à la fin de l'état d'urgence, nous ne demandons pas la liberté, nous voulons purger notre peine d'une manière digne et civilisée. Je suis citoyen italien et je ne demande pas la lune, mais seulement d'être traité comme tel, pas comme de la viande d'abattage qui attend impuissante sa propre mort. J'espère pouvoir te embrasser bientôt, je t'aime tu es ma vie !

Lettre d'un détenu envoyée à sa compagne, reçue et publiée par le réseau

Rete Evasioni.

www.inventati.org/rete_evasioni

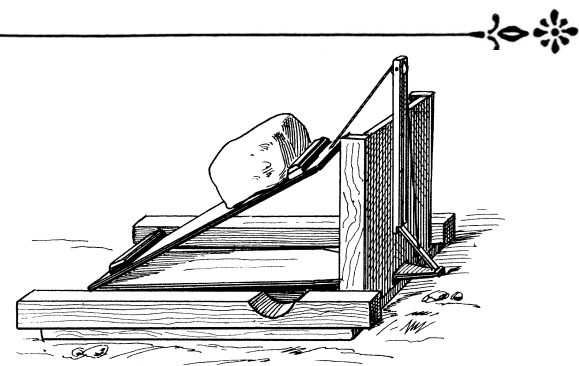
Chieti : Lettre de la prison sur la grève de la faim et la contestation en acte

À partir d'aujourd'hui le 09/03/2020, la prison de Madonna del Freddo entame une grève de la faim, aucun détenu n'ira travailler aux ateliers, aucun détenu ne cantinera plus, toutes les courses seront détruites, une *battitura* [battage de barreaux et d'objets métalliques] aura lieu tous les soirs de 20h00 à 21h00 jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites :

- Tous les détenus en fin de peine doivent pouvoir bénéficier immédiatement des mesures alternatives prévues par la loi
- Arrêt immédiat des réunions de synthèse comportementale
- Mise à disposition de moyens adéquats pour compenser la suppression des parloirs (Skype, 7 appels quotidiens par semaine)
- Fourniture de produits désinfectants et de produits d'hygiène
- Approvisionnement en eau potable
- Arrêt de tous les agents et travailleurs à l'intérieur de la prison pendant toute la durée de l'arrêt des parloirs, et à titre subsidiaire, accès autorisé aux membres de la famille dans les mêmes conditions que les agents pénitentiaires (avec masques et contrôles médicaux)
- Pour les détenus sans contrat, fourniture d'une auto-certification pour les appels téléphoniques
- Pas de représailles pour les travailleurs participant à la grève et les meneurs des protestations.

www.inventati.org/rete_evasioni

Des parloirs sauvages et des nouvelles au lance-pierre

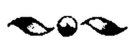


Bologne : Prison de la Dozza

21 mars

Ce matin, un groupe de personnes solidaires s'est rendu au pied des murs de la prison de Bologne pour saluer les détenu·e·s et diffuser quelques nouvelles sur ce qui se passe dehors et dans les autres prisons. Malheureusement, très peu de réponses sont arrivées en retour, à part quelques "merci" et quelques sifflements, c'est tout. Une voiture de la police pénitentiaire a rejoint assez vite le groupe de personnes solidaires. Un agent a menacé de dénoncer les gens, et ensuite ne l'a pas fait. Après les révoltes de ces dernières semaines, un parloir sauvage, ce n'est certes pas grand-chose, mais vues les conditions que nous vivons à l'extérieur, ce n'est déjà pas évident. Nous continuons à apporter notre solidarité aux prisonniers.

Tant qu'il y aura quelqu'un·e derrière les barreaux, personne n'est en sûreté !



Bologne : Un parloir sauvage à la prison de la Dozza

3 avril

Le 1er avril, un détenu de la prison de la Dozza est mort à l'hôpital, après avoir été emmené aux urgences. Aujourd'hui 3 avril, nous avons fait un parloir sauvage-éclair à la Dozza, à Bologne. Salutations de liberté, fumigène et puis lecture de ce texte :

« Les journaux nous ont appris que le 1^{er} avril, un premier détenu de la Dozza à Bologne est mort du Covid-19. Il était incarcéré sous le régime de haute sécurité et il avait soixante-dix-sept ans. Son nom était Vincenzo Sucato, arrêté en 2018. Il était toujours en attente de jugement. Il

était en préventive lorsqu'il était en prison. Il est mort DE la prison. Il avait déjà des problèmes respiratoires, mais le juge a décidé de le mettre aux arrêts domiciliaires¹, mais seulement parce qu'il était nécessaire de le mener à l'hôpital. Il a dû arriver jusqu'au seuil de la mort pour sortir de ces murs infâmes et il est décédé à l'hôpital. Mais sa chambre était comme une cellule, avec un garde devant la porte.

Nous voulons savoir comment vous allez, ce qui vous est arrivé après les révoltes qui ont eu lieu, et dans quelles conditions ils vous contraignent à vivre.

Parce que nous ne voulons pas qu'on vous oublie, à moisir en prison, nous voulons que des gens comme Vincenzo, qui sont toujours enfermés à 77 ans malgré une santé précaire, ne soient pas oubliés, ou ne restent pas invengés.

Il n'existe qu'une seule cause de la souffrance infligée à ceux qui se trouvent entre les murs. Cette cause n'est pas le crime, ni le droit, c'est l'État et lui seul.

L'État qui, à travers les prisons, décide de réduire au silence et de réprimer celui qui, pour survivre, n'a d'autre choix que d'affronter les lois, de leur désobéir - ces lois qui ne défendent que les riches et leur monde de merde.

Ce ne sont pas les criminels qu'il faut enfermer mais les causes de la criminalité qu'il faut détruire².

Ces causes sont l'inégalité, la pauvreté

1 Les arrêts domiciliaires sont une forme de peine préventive, d'enfermement, qui interdit de s'éloigner d'une maison ou d'un établissement médical et/ou social. La police ou les carabinieri peuvent venir contrôler à tout moment la présence de la personne aux arrêts. Celle-ci peut aussi être interdite de contact avec d'autres personnes.

2 D'après Ravachol : « Il faut détruire les causes qui engendrent les crimes et les criminels : ce n'est pas en supprimant celui qui, plutôt que de mourir d'une mort lente par suite de privation qu'il a eue et aurait à supporter, sans espoir de les voir finir, préfère, s'il a un peu d'énergie, prendre violemment ce qui peut lui assurer le bien-être, même au risque de sa mort qui ne peut être qu'un terme à ses souffrances »

et l'autorité de ceux qui enferment et qui torturent. Qui veulent protéger leurs privilèges de pouvoir sur les autres.

Vous n'êtes pas seuls. Même du dehors, nous pouvons respirer cet air d'isolement, de contrainte, de liberté détruite jour après jour.

Nos villes sont devenues des prisons à ciel ouvert. C'est aussi pour cela que nous voulions vous faire ressentir notre sympathie et notre solidarité.

Que les exploités s'unissent, dedans et dehors, et que les morts causées par les prisons de la Dozza, Modène, Rieti, Alexandrie et Udine ne soient pas qu'une odeur de charogne dans l'air.

Nous pensons que les vrais coupables de tout cela sont les matons, les directeurs de prisons, le ministre de la justice et l'État. Ce ne sont pas les personnes, les détenus, les mutins, qui ont ouvert leurs cellules avec justesse et qui ont détruit la cage qui les tenait enfermés. Si vous le pouvez, si vous le voulez, informez-nous de votre état et de vos conditions de vie, dites-nous comment vous allez et comment ils vous traitent. Nous aimerions que vous soyez libres, dehors, ici avec nous.

Selon nous, nul autre que vous ne peut donner plus de sens à un mot qui nous est si cher et qu'ils essaient de nous retirer et de détruire, dedans comme dehors : la liberté. »

Hélas, nous n'avons pas pris le temps nécessaire à la situation et à nos passions. Après d'autres salutations et un peu de « chorégraphie », nous avons entendu des réponses de l'intérieur puis nous avons disparu sans trop attirer l'attention des gardes.

Certes, les occasions de retourner au pied de ces murs de merde ne peuvent et ne doivent pas manquer. **Cueillons l'instant.**

À bientôt.

Nos cris pour les détenu·e·s,

Notre haine pour les matons et les directeurs.

Bologne : Des nouvelles de la prison de la Dozza

Début avril, suite à la mort de Vincenzo, les autres détenus de la section « haute sécurité » ont tous été transférés dans la taule de San Gimignano en Toscane. La section « haute sécurité », *alta sorveglianza* en italien, est une partie de la prison où sont rassemblés tous les condamnés pour délits associatifs (mafia, trafic de drogue, etc.), et où ils font l'objet d'une surveillance plus étroite.

À leur place, ils ont mis les détenus de la section judiciaire - ceux à l'origine des mutineries des 9-10 mars. Aux dernières nouvelles, l'un d'eux a été testé positif au Covid-19. La réponse « sanitaire » de ses geôliers : le placer en cellule d'isolement, ainsi que les dix autres détenus avec qui il partageait les douches collectives.



Voghera : Un deuxième détenu meurt du coronavirus

Après Vincenzo à Bologne, un deuxième prisonnier a succombé au coronavirus le 10 avril à l'hôpital de Voghera, au sud de Milan. Il s'appelait Antonio, il avait 58 ans, et il était en détention provisoire dans la taule de Voghera.

Pendant ce temps, le virus continue à se propager dans les taules bondées. Seuls quelques dizaines de tests positifs (parmi les détenus, les matons et le personnel médical) sont mis en lumière par les médias et les syndicats de la pénitencière. Avec les conditions carcérales, on imagine bien que le nombre de personnes contaminées en prison croît de jour en jour.

Ajoutée à celle des révoltés féroce-ment réprimés, la liste de ce massacre d'État intentionnel n'en est qu'à ses débuts.

Des nouvelles de la lutte 9 avril

La lutte ne s'arrête pas.

Après les révoltes qui ont mis le feu aux prisons dans tout le pays le mois dernier, au cri de *liberté, grâce et amnistie*, et la répression qui a suivi, voici des nouvelles des premiers cas de contagion du coronavirus en prison.

Dans les prisons, la contestation se poursuit avec des *battiture* constantes et révoltées. À Santa Maria Capua Vetere, le 6 avril, comme trois détenus ont été testés positifs au coronavirus, les prisonniers ont déclenché une révolte qui a duré du matin jusqu'à tard dans la nuit, ainsi qu'à Secondigliano, où il y a eu des *battiture* et des rassemblements de familles et de gens en soutien à l'extérieur des murs.

De même à Poggioreale [Naples] où, ce matin, un groupe de proches et de personnes en soutien se sont réunis malgré les décrets et les interdictions, pour protester contre les conditions à l'intérieur et revendiquer une fois de plus la liberté et la santé pour tous et tous, tout en bloquant la rue devant la prison.

Une délégation a réussi à obtenir une réunion avec le directeur de la taule : une énième tentative qui n'a abouti à rien, et ensuite les gens ont décidé de porter la manifestation jusqu'au palais de justice.

Après avoir franchi le seuil du palais de justice, un grand nombre d'agents des forces de l'ordre les ont pourchassés à l'intérieur du bâtiment pour les expulser, tandis qu'un violent passage à tabac commençait à l'intérieur de la prison.

Dans ce contexte, la police a arrêté et mis une contravention à deux personnes solidaires dans une tentative claire de punir et de rompre les liens de solidarité et de lutte.

Les forces de l'ordre et les misérables politiciens pointent du doigt les proches et les gens en soutien. Comme dans une chasse aux sorcières, ils les accusent de propager la maladie, alors que les véritables auteurs du massacre sont ceux qui gouvernent, qui gardent

les usines ouvertes et qui entassent dans les prisons des milliers de personnes privées de liberté et exposées à la contagion.

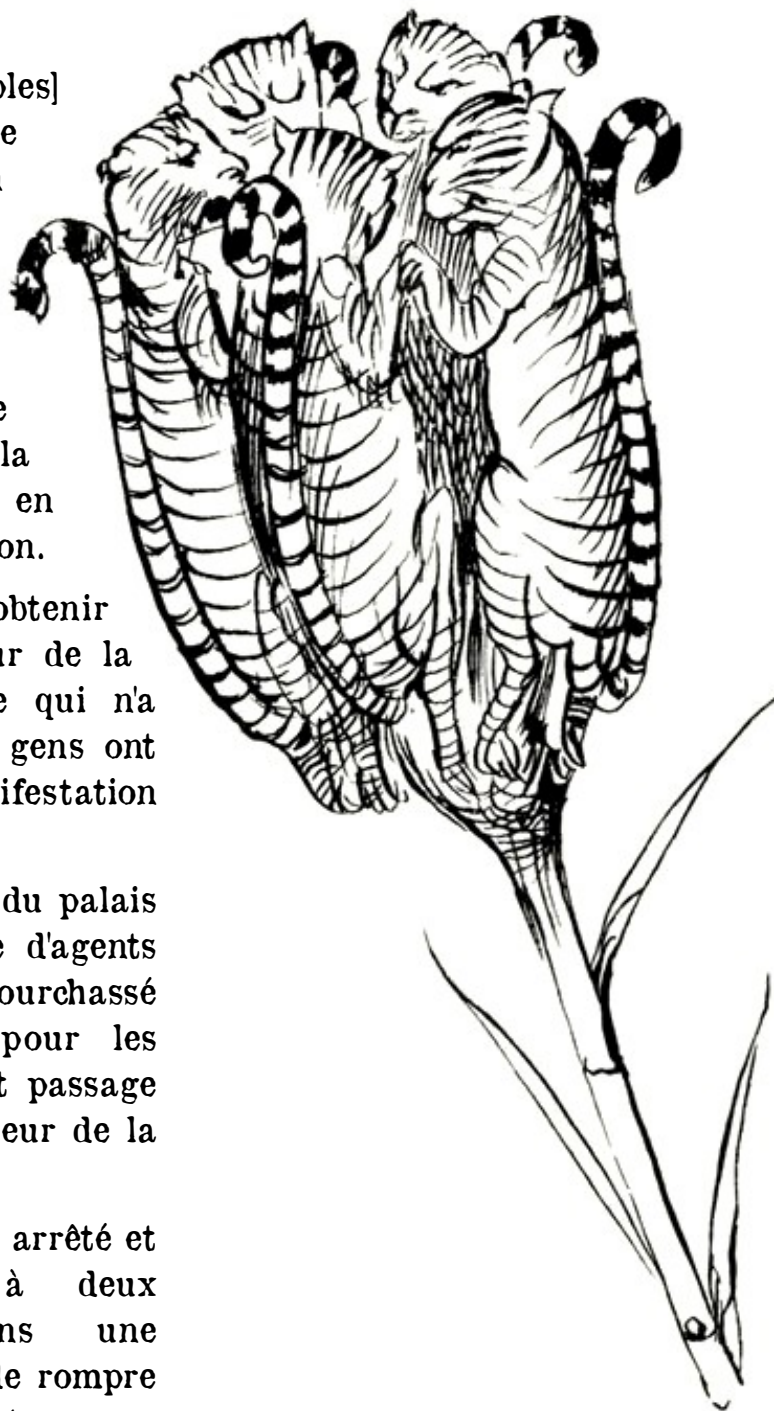
Ils ne briseront pas la solidarité !

Aujourd'hui comme demain, nous resterons les uns à côté des autres.

Tous et tous libres !

Feu aux prisons !

~ repris de la page facebook *Battiture, Sguardo di critica radicale sul carcere*



Milan, 14-18 mars : depuis la prison de la ville

14 mars

Ce matin, un groupe de soutien a esquivé les contrôles policiers pour arriver en vélo jusqu'à la prison de San Vittore, à Milan. Côté Piazza Aquileia, un groupe criait pour demander des nouvelles aux détenus, tandis qu'un autre passait devant le quartier femmes et l'aile 5 pour hurler sa solidarité, raconter comment la révolte s'est étendue à Opera et au reste de l'Italie, et comment elle s'est faite réprimée. C'était aussi l'occasion de parler de la situation en-dehors des murs, sous cet état d'urgence.

Malheureusement, aucune réponse n'est venue de l'intérieur, contrairement aux jours d'avant où ce retour fondamental avait réchauffé nos cœurs.

Le couloir tout entier est-il inutilisable, des transferts auraient-ils déjà eu lieu ? La répression féroce va-t-elle décourager, et compliquer encore plus la communication entre l'intérieur et l'extérieur ?

Ces jours-ci, être présent en soutien est et sera nécessaire. Notre volonté d'être là est une défiance vis-à-vis des décrets, afin d'être nous-mêmes les premiers responsables de notre sécurité et de celle de notre entourage.

À Opera, un groupe de solidarité a atteint lui aussi les murs de la prison. Après quelques feux d'artifice, il a échangé quelques mots avec les détenus. Eux criaient en appelant à l'aide, en disant qu'ils avaient faim, qu'ils avaient peur.

De plus, ils ont insisté sur le fait qu'ils n'ont ni télévision, ni douche, ni nourriture, qu'ils n'ont reçu ni colis, ni courrier, ni coups de fils, ni substituts aux parloirs, qu'ils n'ont eu qu'une demi-heure

de promenade et qu'ils se sont faits tabasser.

La voiture de la police pénitentiaire qui se trouvait devant la prison a actionné sa sirène pour empêcher la conversation.

Nous avons appris aussi le transfert imminent d'un des gars, identifié comme l'un des meneurs de la révolte.



Opera : Témoignages de proches de détenus

14 mars

« Bonjour. J'écris depuis Milan concernant la prison de Opera, et depuis dimanche, je n'ai plus de nouvelles de mon frère emprisonné à Opera.

Lundi 9, un incendie s'est déclaré. Nous sommes allés à la prison où nous avons trouvé en face de nous un mur de la police pénitentiaire, de carabinieri, de flics qui nous ont bloqués, et à nos demandes de savoir ce qu'il s'était passé, ils ont brandi leurs fusils et leurs matraques. On est désespérés, aidez-nous s'il vous plaît

Il y a peu d'appels qui ont réussi à passer, et ceux qui passent parlent de coups dans la tête des

prisonniers, de mains cassées.

Ils entrent par trois dans les cellules, et ils frappent. On a des photos où l'on voit une fille tirer un survêt' d'un sac de linge, avec des empreintes de bottes dessus. Juste après, elle a reçu un appel de son compagnon où il explique qu'ils l'ont jeté par terre, ils l'ont bloqué en mettant leurs pieds sur son dos, puis ils lui ont frappé la tête à coups de matraque. Et il a dû rester au lit car il avait des évanouissements, et avec une main très probablement fracturée au petit doigt.

Aidez-nous, si vous voyez la partie qui a brûlé du champ derrière. À ce jour ils n'ont même pas de quoi manger.

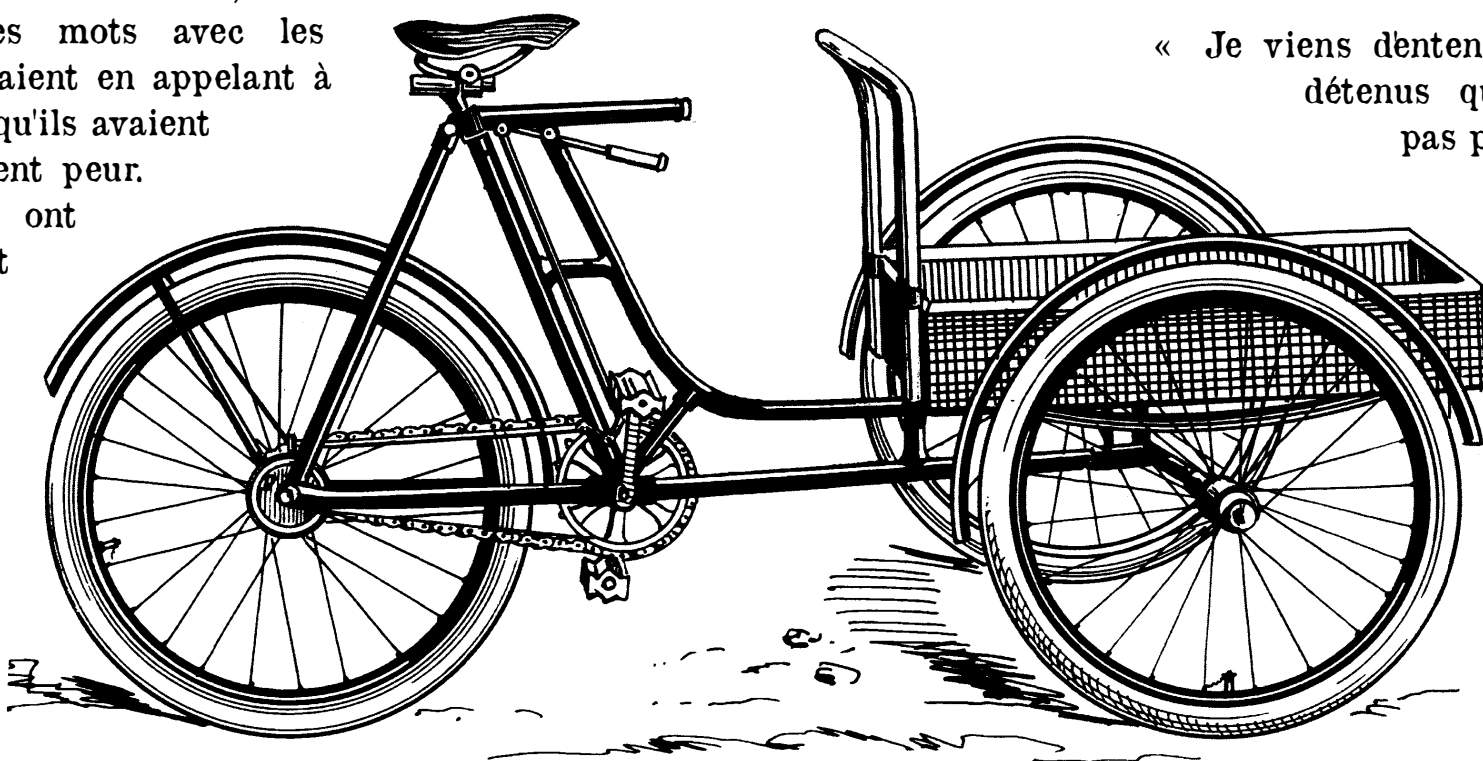
Je vous écris tout ce qu'on sait ».



Une proche d'un détenu du deuxième quartier :

« Mon mari vient de m'appeler et il m'a dit qu'il n'a pas été frappé, mais ils ont tabassé tous les détenus du couloir en face de lui, où c'était le bordel, et c'est vrai que là, la police anti-émeute est rentrée, quelle a éteint la lumière et les a tous battus, mais il ne m'a rien dit d'autre, mais c'est vrai que certains prisonniers ont fini aux urgences ».

« Je viens d'entendre une proche de détenus qui ne peut même pas parler, sa belle-sœur l'a appelée pour lui dire que ses petits-enfants se sont faits tabassés à Opera, et que certains gars avaient même les yeux en-dehors des trous tellement ils se sont faits frapper. »



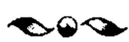
Un proche d'un détenu de la section 1 :

« Il vient de m'appeler, il m'a tout raconté, ils l'ont frappé à trois et ils l'ont cassé, il a les mains cassées mais il va bien, ils ont frappé tout le monde car dans la confusion ils n'ont pas regardé qui en était et qui n'en était pas, ils ont éteint la lumière et ils ont tabassé tout le monde. Ils l'ont maintenu au sol avec leurs pieds et ils l'ont battu avec leurs matraques. Après l'avoir frappé pour le ramener dans la cellule, ils ont dû le traîner parce qu'il ne tenait plus debout et pendant deux jours, il n'a pas pu se lever parce qu'il avait l'impression qu'il allait s'évanouir. Après, quand ils ont compris qu'il n'avait rien à voir, ils se sont excusés. Il a dit d'apporter de la nourriture parce qu'ils ont tous faim. »



Une proche d'un autre détenu de la section 1 :

« Il m'a dit qu'il est dans une situation de merde. Il n'y a que leau et les cigarettes qui passent. Ils ont enlevé les plaques pour cuisiner. La cantine devait arriver aujourd'hui, mais finalement non. Aujourd'hui, ils ont eu une heure de promenade, encore heureux. Je lui ai dit : « Tu as finis par appeler, je ne dors plus depuis une semaine » et il a répondu : « Tu dors plus ? Encore maintenant quand je regarde mon corps, je trouve de nouveaux bleus ». Il m'a dit qu'un garçon avait des marques de matraque sur le dos, et qu'il les a montrées au directeur qui lui a répondu : « Ces coups de matraques que tu as sur le dos, moi je les ai sur le cœur pour tout ce qui vous est arrivé ».



17 mars

Avec des masques et des vélos, un groupe de soutien a voulu montrer sa sympathie aux détenus de San Vittore à Milan. À l'intérieur, ils ont certainement entendu notre tapage mais ils n'ont pas répondu à nos messages, nous imaginons qu'après la révolte du lundi 9 mars ils ont reçu des intimidations et de fausses promesses pour rétablir l'ordre interne.

Cependant, nous apprenons des médias qu'un prisonnier a été testé positif au Covid-19 et nous en déduisons donc que ce calme n'est qu'apparent.

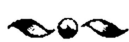
Depuis aujourd'hui, en effet, les premiers cas sont apparus à l'intérieur des établissements pénitentiaires : en plus de San Vittore, le virus est aussi entré à Pavie, Voghera et Brescia.

En fin d'après-midi, d'autres personnes se sont rendues à la prison de Opera où les détenus se plaignent d'une aggravation des conditions carcérales depuis la semaine dernière.

Les contacts avec l'extérieur ont été suspendus (parloirs, colis, appels, radio, TV, courrier), la nourriture n'est pas distribuée à tout le monde, les blessés et les malades n'ont pas été transportés à l'hôpital, et ils nous disent qu'ils n'ont pas reçu de masques de protection.

Le salut a été accueilli par une *battitura* chaleureuse, des cris et des messages à transmettre aux proches. Ils nous ont dit aussi qu'il y a des malades placés en isolement cellulaire et qu'aujourd'hui, ils ont été informés des plaintes concernant les révoltes de la semaine dernière. Les accusations sont les suivantes : outrage à agent, déclenchement d'une alarme, incitation au délit, résistance, dommages causés par un incendie, fausses déclarations, lésions corporelles graves.

Les prisonniers ont fait entendre leur voix d'une manière retentissante. Malgré tout, la volonté de l'État de leur tourner le dos nous paraît claire, en occultant d'abord toutes les infos, en émettant un décret de façade inutile, puis en faisant arriver avec une triste ponctualité ses intentions répressives. Face à cette absence d'intérêt à protéger les détenus qui continuent de vivre ce moment d'inquiétude et d'incertitude dans l'isolement et le silence, nous réaffirmons notre détermination à ne pas les laisser seuls.



roundrobin.info

Survivre au virus : une méthode anarchiste

un extrait

« Tout cela se produit avec le consentement tacite de la population. Les autorités peuvent faire pratiquement n'importe quoi au nom de la protection de notre santé - jusqu'à nous tuer.

Au fur et à mesure que la situation s'intensifie, nous verrons probablement la police et l'armée employer une force de plus en plus meurtrière. Dans de nombreuses régions du monde, ils sont les seuls à pouvoir se rassembler librement en grand nombre. Lorsque la police constitue le seul corps social capable de se rassembler en masse, il n'y a pas d'autre mot hormis *État policier* pour décrire la forme de société dans laquelle nous vivons.

Depuis des décennies, certains signes indiquent que les choses vont dans cette direction. Le capitalisme dépendait autrefois du maintien d'un nombre massif de travailleurs et travailleuses disponibles pour effectuer le travail industriel - par conséquent, il n'était pas possible de traiter la vie aussi bon marché qu'elle ne l'est aujourd'hui. À mesure que la mondialisation et l'automatisation capitalistes ont réduit la dépendance vis-à-vis des personnes, la main-d'œuvre dans le monde s'est progressivement déplacée vers le secteur des services, effectuant un travail qui n'est pas essentiel au fonctionnement de l'économie et donc moins sûr, moins bien rémunéré, tandis que les gouvernements sont devenus de plus en plus dépendants de la violence policière militarisée pour contrôler les troubles et la colère.

Si la pandémie se poursuit suffisamment longtemps, nous ne verrons probablement plus d'automobilistes - les voitures à conduite autonome représentent moins de menace d'infection pour la bourgeoisie que les conducteurs Uber - et les travailleurs déplacés seront répartis entre les industries de répression (police, armée, sécurité privée, entrepreneurs militaires privés) et les travailleuses précaires qui sont

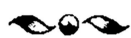
obligées de prendre de grands risques pour gagner quelques sous. Nous accélérons vers un avenir où une classe privilégiée connectée numériquement effectue un travail virtuel en isolement tandis qu'un État policier massif les protège d'une sous-classe sacrificiable qui prend la plupart des risques.

Le milliardaire Jeff Bezos a déjà créé 100000 emplois sur Amazon, en prévoyant que son entreprise entraînera la fermeture de tous les magasins locaux. De même, Bezos ne donnera pas de congés payés à ses employé·e·s de Whole Foods malgré le risque constant auquel ils et elles sont confrontés dans le secteur des services - et ce même s'il leur donne une augmentation de 2 dollars jusqu'en avril. Bref, il considère toujours que leur vie ne vaut rien, mais il admet que leur mort devrait être mieux payée.

Dans ce contexte, la révolte est inévitable. Il est probable que nous assisterons à des réformes sociales visant à calmer la population - au moins temporairement pour atténuer l'impact de la pandémie. Mais elles arriveront en même temps que la violence toujours croissante d'un État dont personne ne peut s'imaginer se passer, dans la mesure où il est compris comme le protecteur de notre santé.

En fait, l'État lui-même est la chose la plus dangereuse pour nous, car il applique la distribution radicalement inégale des ressources qui nous oblige à faire face à une répartition déséquilibrée des risques. Si nous voulons survivre, nous ne pouvons pas nous contenter d'exiger des politiques plus équitables. Nous devons également délégitimer et saper le pouvoir de l'État. »

20 mars 2020 ~ fr.crimethinc.com



« La dictature parfaite : une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude »

Aldous Huxley

Rieti : quelque chose bouge encore sous l'état d'exception

Dans la ville endormie de Rieti, il paraît que des milliers d'honnêtes citoyens ne pourront pas boire à la source de l'information *online* pendant un certain temps, ni suivre leurs habitudes de spectateurs passifs via Instagram dans une représentation virtuelle de leur propre vie et de celle des autres, ni même recevoir tranquillement à la maison la panique, les avertissements et les ordres du gouvernement.

En effet, nous avons appris que des câbles de fibre optique installés récemment ont été endommagés dans leurs parties centrales. On nous informe qu'une grande quantité de pluie a pénétré à l'intérieur. Même s'il n'a pas plu depuis une dizaine de jours.

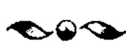
Voir tous les flics concentrés aux entrées de la ville a peut-être fait *tilt* à quelqu'un, qui s'est amusé avec peu (et pas qu'un peu) ?

Peut-être que tout le monde n'attend pas le signal du retour à la normalité ? Peut-être qu'il y a des gens dans le coin qui n'avaient rien à gagner de l'ordre d'hier, et aujourd'hui rien à regretter ? La suspension de la routine par décret, qui a asservi nos forces et émoussé nos sentiments, est peut-être une très bonne occasion, et pas seulement pour lire un livre ?

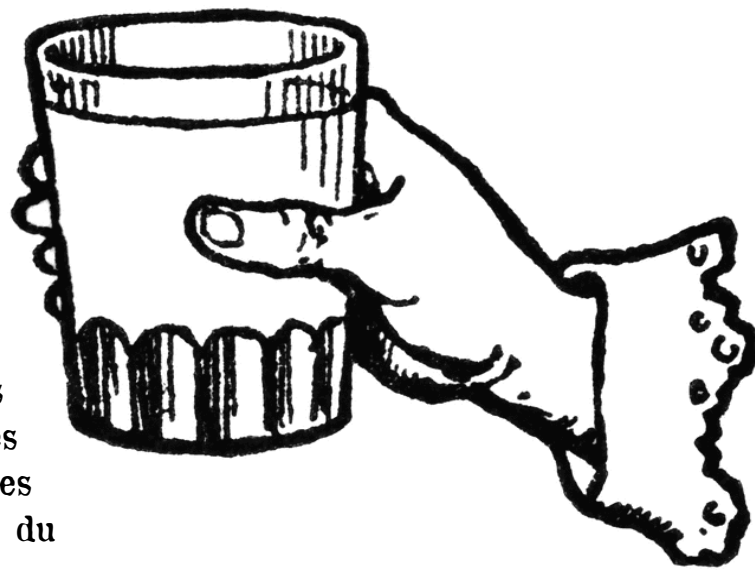
Peut-être. En attendant, ce qui est sûr, c'est que des milliers de personnes auront moins d'occasions de connecter leur médiocrité, et plus pour réfléchir ou qui sait, peut-être vraiment lire ce livre s'ils ont fait le choix de la quarantaine volontaire. Ou, s'ils ont choisi de continuer à participer aux événements de ce monde, ils ne pourront plus se laisser conter par les larbins de l'actualité et les dealers de la panique ... Ils devront se décider à mettre le nez dehors.

Facile, comme verser un verre d'eau.

Chacun détruit sa propre prison : que l'imagination explose



14 mars 2020 ~ roundrobin.info



Le défi de la domination : la contagion de la servitude

L'Italie entière est devenue aujourd'hui, plus que jamais, une prison à ciel ouvert pour l'expérimentation sociale.

Dans les yeux des politiciens, des journalistes, des scientifiques et des économistes, on ne peut lire qu'une seule chose : la peur.

Des yeux terrorisés, dans cette partie du monde qui pourrait devenir l'épicentre du rêve de toute personne sensible : l'effondrement de la civilisation.

Et aussi, des prisons en feu, où les reclus tentent la meilleure chose qui soit : s'évader de leur cage. Et la peste, avec les *untori* [terme utilisé au XVI^e et XVII^e siècles pour indiquer une personne supposée répandre volontairement des épidémies, notamment la peste] éventuels qui errent dans les villes en ruine endémique. Des cages en verre qui divisent ceux qui souffrent et ceux qui sanctifient, dans une suite sans fin d'explosions des chiffres.

Les personnes contaminées sont comme les morts d'une guerre brutale. Les menaces de la sélection sur la vie et sur la mort font le reste. Les cris répugnants et fatigués des oppresseurs et de leurs sous-fifres du spectacle passent de l'État à la maison pour nous forcer à changer notre mode de vie. Alors les questions suivantes se

Qui est en prison, est en prison

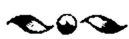
posent : et celui ou celle qui n'a pas de maison ? Et pour les mieux lotis, si cette maison a toujours été une cage ? De quel style de vie parlons-nous ? De quelle chaire vient le sermon ? De ceux qui continuent sans scrupules à exploiter, dévaster et tuer ce monde.

La domination est la réalité. Elle engloutit tout. La réflexion est constamment remise à zéro, puisque la culture est façonnée par l'information continue en temps réel, qui joue sur la fausse évidence et non sur la sensibilité. Le faux est greffé sur nos sens pour occuper le terreau de notre espace imaginaire de plus en plus restreint. Une réalité où l'information éclipse la connaissance, ne permettant plus de saisir les faits, et nous empêchant de les relier aux idées. Et quand on n'invente plus rien, on se contente d'être des répliques de l'approximation.

Désapprendre à ressentir est dans l'esprit du temps. Mais aujourd'hui plus que jamais, en-dehors des écrans, c'est le noir complet. Et il n'est pas dit que les graines d'une vie passionnée ne peuvent pas éclore des décombres de cette civilisation putride infectée par le virus du pouvoir et par la servitude douceâtre qui y règne. Là, une conjonction historique vient à l'esprit. L'une des premières attaques de la Commune de Paris après la fuite des maîtres parisiens en 1871 fut l'incendie du bureau d'état civil de la ville : une bonne façon de brûler tout moyen d'identification. Avant-hier, à la prison de Foggia, une soixantaine de prisonniers révoltés ont détruit tous les dossiers, tous les documents mentionnant leur identité, avant de s'évader. Autrement dit, quand la vie brûle, chercher à se rendre non-identifiable est une sage question de sécurité individuelle.

Voici un énième acte qui montre clairement comment la sédition active la créativité de ceux qui s'insurgent contre leurs propres conditions d'oppression. Pour briser la contagion de la servitude volontaire et déclencher la mutinerie de ceux qui osent encore ressentir.

12 mars 2020 ~ csakavarna.org
Centre auto-géré Kavarna, à Crémone



Ces derniers jours, il y a eu un défilé de déclarations et d'analyses sur la situation d'urgence dans laquelle se trouvent actuellement les prisons, après que le Covid-19 a commencé à se propager parmi les prisonniers, les matons, et le personnel qui travaille à l'intérieur. Cette quantité de mots, prononcée souvent par les gros bonnets des institutions, donne déjà une idée de l'inquiétude qui plane dans les bureaux des dirigeants, quant à la possibilité d'une nouvelle vague d'émeutes après celle d'il y a quelques semaines. Et si, en plus de plusieurs juges d'application des peines, on entend le Procureur général de Trieste, le chef du Conseil Supérieur de la Magistrature et même le Président de la République invoquer l'amnistie et critiquer les mesures prises par le gouvernement, parce qu'il n'a pas le courage de vider les prisons ni de faire preuve d'une certaine empathie envers les problématiques des prisonniers, alors le tableau devient encore plus clair.

De plus, on n'a sûrement pas besoin d'un analyste en sécurité intérieure pour comprendre que la situation s'est aggravée par rapport aux dernières semaines. L'épidémie, comme nous l'avons dit, se propage et le niveau de contagion sera très probablement beaucoup plus élevé que ce qui se passe en-dehors des murs, considérant l'intérêt des autorités à jeter un voile sur le sujet. Les mesures prises par le gouvernement ne changent en rien le problème de la surpopulation, et risquent plutôt de rallumer les esprits en raison de l'odeur de *foutage de gueule* qui pue à grande distance.

Hormis les concessions accordées aux détenus en *semi-liberté*, et à ceux qui bénéficient de permissions de sortie (ce qui représente une infime minorité des détenus), seuls les prisonniers qui ont une peine inférieure à 18 mois peuvent être assignés à résidence – et pas tous, étant données les nombreuses exceptions. Et ceux qui ont encore une peine résiduelle supérieure à 6 mois ne peuvent sortir qu'avec un bracelet électronique. Les bracelets, cependant, ne sont pas en nombre suffisant pour le petit nombre de « bénéficiaires »

potentiels, comme **Fastweb** le souligne aussi, l'entreprise qui a été chargée de les produire et de les gérer en 2017. Une mesure dont le **sadisme** est amplifié par la durée de ce **jeu de loie** organisé par le gouvernement : avant de risquer de retourner à la case **départ**, il faut faire une demande au juge d'application des peines et attendre la réponse, avec tout le poids de l'anxiété et de l'incertitude qu'une telle attente va créer inévitablement. Pour compléter le tableau, nous devons souligner les nombreuses exceptions indiquées dans le décret : aux côtés de ceux qui ont commis des délits graves relevant de l'art. 4 bis, nous trouvons aussi ceux qui n'ont pas de domicile – et compte tenu de la situation, l'État ne peut pas utiliser les structures qui remplissaient auparavant cette mission, du moins en partie. On trouve également tous les détenus en attente de jugement, que la suspension de l'activité des tribunaux repousse aux calendes grecques, et les détenus tenus pour responsables des révoltes – une qualification que certains directeurs de prison ne savent même pas comment attribuer, car les enquêtes sont toujours en cours.

En attendant, il est bon de se rappeler que les visites avec les membres de la famille sont toujours complètement bloquées.

Une situation explosive qui inquiète aussi le gouvernement, c'est sûr. Pour bien peser dans le choix de ne pas prendre de mesures qui tenteraient en quelque sorte de désamorcer le conflit, il y a certainement des considérations



électorales - ne pas céder du terrain ni offrir des prises, d'un point de vue sécuritaire, à l'opposition. Après tout, nous ne pouvons pas faire semblant de découvrir maintenant la justice expéditive de ce gouvernement. Mais ce qui est encore plus grave, c'est le souci de saper le système carcéral, l'un des piliers sur lesquels repose l'édifice du pouvoir. Et avec lui, c'est la crédibilité de l'État qui s'en trouve égratignée, elle qui repose désormais plus que jamais sur la capacité de l'État à contrôler la population et donc à punir ceux et celles qui contreviennent aux lois. Le seul terrain sur lequel ils réfléchissent sérieusement, pour faire face à une éventuelle onde de révoltes, est donc **militaire**. Les mêmes méthodes adoptées il y a quelques semaines, mais programmées cette fois avec une certaine minutie, afin de ne pas se retrouver pris au dépourvu. Les demandes de déploiement de l'armée ou de **taser** pour les matons, en cas de nouveaux troubles, vont dans ce sens.

Donc, la logique qui guide les pas des dirigeants est, au sens technique, **assassine**. Elle avait pris en compte, au préalable, le fait qu'ils pouvaient laisser sur le carreau d'autres morts parmi les détenus - en plus de ceux qu'ils ont déjà laissés sur le trottoir ces dernières semaines. Un fait à garder en tête, même lorsque cette urgence prendra fin, en particulier pour ceux qui ont soutenu et continuent de soutenir le travail du **Mouvement 5 Étoiles**³ pour diverses raisons, tant au niveau national que local.

Si les lignes ci-dessus se concentraient principalement sur la situation italienne, les révoltes dans les prisons ont explosé presque partout dans le monde. Ainsi, il nous a semblé utile de fournir une **chronologie** assez approfondie, bien que probablement incomplète, avec les liens connexes dans la langue originale pour comprendre ce qui s'est passé précisément.

Concernant la situation italienne, nous recommandons cette contribution audio de Radiocane sur le soulèvement de San Vittore :

<https://radiocane.info/san-vittore/>

³ Parti populiste qui fait partie du gouvernement actuel en Italie.

France

15\03 prison de Metz-Queuleu

17\03 prisons de Grasse, Draguignan, Aix-en-Provence, Maubeuge, Douai, Perpignan, Nancy, Valence, Saint-Étienne, Angers, Toulon, Maux, Argentan, Nantes, Carcassonne. Aiton, Angers, Douai, Épinal, La Santé, Lille-Sequedin, Montauban et Varennes-le-Grand, Longuenesse, Meaux, Moulins, Limoges, Rennes-Vezin, Saint-Malo, Nice, Fleury-Mérogis.

17/03 - 23/03 autres prisons et plusieurs CRA en révolte en France

22\03 prison de Uzerches

Espagne

15\03 prison de Brians

15\03 prisons de Alcalà de Henares, Fontcalent, Castellon, Albolote

Brésil

17\03 prison de Sao Paulo, Mongaguá, Tremembè, Porto Feliz e Mirandópolis

Belgique

16\03 prison de Nivelles

Pérou

19\03 prison de Piura

Chili

19\03 prison de Santiago

Venezuela

18\03 prison de San Carlos

Île Maurice

19\03 prison de Beau-Bassin

Sri Lanka

21\03 prison de Anuradhapura

Ouganda

22\03 prison de Arua

Inde

21\03 prison de Dum Dum, Calcutta

Colombie

22\03 prisons de Ibagué, Jamundí, Combita, Medellín, Bogotá

Samoa

23\03 prison de Tanumalala

USA

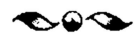
24/03 prison de Washington

Iran

16\03 prison de Parsylon Khorramad

20\03 prison de Aligoodarz

21/03 prison de Khorramabad



Turin, 25 mars 2020

Macerie e storie di Torino, macerie.org



Sur le virus, le confinement et les expulsions. Un point sur les Cpr

Note de Macerie : Les milles difficultés de ces jours-ci, celles qui existent depuis longtemps et qui rendent difficile la compréhension de ce qu'il se joue dans le Cpr⁴ situé Corso Brunelleschi [Turin]... tout ça fait que nous n'avons pas parlé depuis un moment de la rétention administrative ni de la machine à expulser. Nous remercions donc un compagnon pour la contribution qu'il nous a envoyée, et que nous vous proposons, qui tente de faire le point sur les Cpr au temps du Covid-19.

Toute l'Europe est désormais touchée par l'épidémie en cours.

Comme l'histoire l'a souvent montré, une urgence à portée massive offre d'énormes possibilités en ce qui concerne le renforcement des mesures répressives et le développement de technologies de contrôle, en ouvrant la voie à leur utilisation. Cependant, chaque urgence est unique et les épidémies, en particulier, comportent certaines spécificités. Parallèlement à un développement juridique et militaire brutal en réponse à de nouveaux besoins, l'Italie a identifié comme mesure la plus importante pour résoudre le problème : l'isolement physique, la suspension des relations *en vis-à-vis*.

Il s'agit là du paradigme central : toute l'affaire tourne autour de ce pivot conceptuel.

Tous à la maison, tous distants les uns des autres. La tragédie d'un présent comme celui-ci, cependant, se heurte à la stupidité du gouvernement italien qui, pensant qu'il n'a pas à appliquer cette mesure à toutes les sphères sociales, oublie délibérément deux des piliers essentiels du système italien : la production et la détention.

Les usines, tout comme les prisons, les Cpr et les OPG⁵ enregistrent de fait « une exception à l'état d'exception ».

4 Centri di permananza per il rimpatrio : Centres de Séjour pour les Retours, l'équivalent italien des CRA (Centres de Rétention Administrative)
5 Ospedali Psichiatrici Giudiziari : hôpitaux psychiatriques judiciaires, l'équivalent des Unités Hospitalières Spécialement Aménagées (USHA), l'hôpital-prison psychiatrique

Ils doivent continuer à remplir leurs fonctions, avec quelques ajustements et quelques assouplissements peut-être, mais ils doivent continuer. Pour ces lieux qui représentent la promiscuité par excellence, c'est comme si la pandémie n'existait pas.

En Italie, la situation actuelle de la détention administrative des migrants en est un exemple clair. Actuellement les **Centres pour les Retours**, en plein développement de la contagion, sont pratiquement identiques à ceux d'hier : **aucun changement n'a été opéré et aucune intervention ne pointe à l'horizon**. Un fait qui inverse même la tendance du reste de l'Europe.

En effet, pour faire face au risque de contagion, des pays tels que l'Espagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Belgique et la France ont commencé à procéder à des libérations massives des infrastructures nationales : certains centres ont été fermés et les querelles juridiques liées à l'expulsion et à la rétention ont été contournées. Des mesures prises certainement pas par magnanimité soudaine de l'État, mais à la suite de **nombreuses révoltes** qui ont braqué les projecteurs sur des structures autrement invisibles, et surtout sur le risque de ne pas pouvoir éteindre la mèche de ces bombes à retardement. Le Portugal a également gelé certaines pratiques concernant la question migratoire, en régularisant temporairement les demandeurs d'asile. C'est pourquoi, de l'autre côté des Alpes, ils ont fermé de nombreux Centres pour les expulsions et mis en œuvre des mesures d'allègement bureaucratique de différents types.

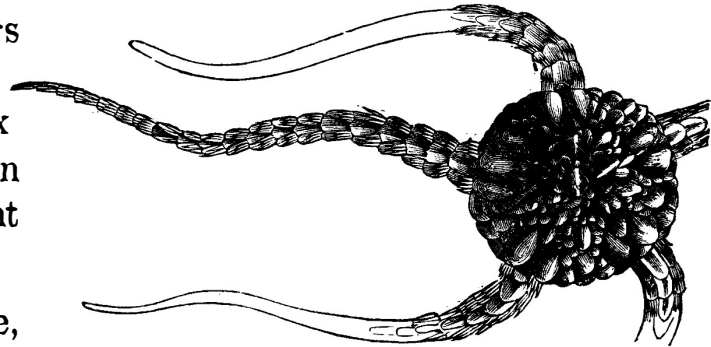
En Italie, la tendance est autre, inévitablement.

La seule intervention du Ministère de l'Intérieur a été la prolongation ou la reconduction des titres de séjour. Cette décision visait davantage à réorienter les agents prédisposés vers d'autres tâches, comme celles de l'ordre public, qu'à alléger la situation juridique de nombreux migrants. En effet, depuis début mars, les bureaux d'immigration des préfectures de police sont fermés.

Par chance, le gel des titres de séjour donnera plus de temps aux demandeurs d'asile ou aux titulaires de titres de séjour expirant, avant de tomber éventuellement dans la clandestinité.

Quant à la question des prisons, comme nous l'avons dit, l'Italie ne veut absolument pas en démordre.

Bien que certaines rénovations aient été interrompues, les Cpr sont toujours en activité et continuent d'enfermer les sans-papiers. Dans le Cpr de Turin, c'est sûr, et aussi pour les autres Cpr, au regard des nouvelles des commissariats de la ville. Le décret du président du Conseil des ministres du 8 mars s'est clairement exprimé sur ce sujet : comme les autres types d'audience pénale, **les expulsions de migrants** sont considérées comme **prioritaires**. La circulaire du 26 mars du Ministère de l'Intérieur le confirme : après avoir énuméré toute une série de précautions concernant la possibilité de contagion et la nécessité de la quarantaine, du confinement et des dispositifs de protection individuelle, après avoir étendu **l'interdiction des téléphones portables** à tous les Cpr (ce qui donne une forme juridique à une pratique déjà effective dans le Cpr de Turin, un changement dont il sera difficile de revenir en arrière), le texte parle explicitement des **nouveaux arrivants**.



Bien que certains juges, à Potenza et Trieste par exemple, ne valident pas les prolongations de rétention, dans de nombreux cas, et en particulier à Turin, les Cpr continuent de recevoir de nouveaux sans-papiers. Les juges locaux prolongent ou valident la rétention comme si de rien n'était. Ceci est un **premier état de fait à constater** : **les Cpr sont ouverts et fonctionnent sur**

→ ————— ❁❁❁

tout le territoire national.

Un fait qui pourrait être considéré comme banal, mais la question prend une tournure inattendue si on observe plus attentivement la machine à expulser.

En effet, les déplacements aériens et maritimes des personnes en provenance d'Italie sont bloqués mais il est clair que cette mesure n'a pas été appliquée immédiatement. De nombreux pays comme le **Maroc, la Tunisie, le Ghana et l'Égypte** ont mis du temps à activer le blocus total : ils ont continué à recevoir des expulsés par exemple, mais en les plaçant en **quarantaine préventive**. Il y a actuellement, semble-t-il, le blocus total de ces fameux **vols charters** qui ramassent les gens dans différents pays puis les déportent. En fait, il n'existe pas de communication officielle sur le blocage des expulsions, mais l'actualité qui émerge sur la question permet d'émettre cette hypothèse. Les dernières infos sur une expulsion accomplie peuvent être trouvées à la préfecture de police de Ferrara : elles sont datées du 25 mars pour Islamabad (le Pakistan aurait mis en place le blocus aérien le même jour). **L'arrêt des expulsions est donc une deuxième considération importante.**

Alors, à quoi servent les Centres pour les Retours si les retours sont suspendus ou de toute façon impossibles à réaliser ?

Nous pensons qu'à ce stade, si la

situation devait demeurer telle, même si certaines figures institutionnelles réclament leur démantèlement, les Cpr ont perdu les fioritures qui justifiaient sur le papier leur caractère d'institutions indispensables. Et donc, ils révèlent enfin leur rôle véritable. En réalité, les centres n'ont jamais servi à expulser les migrants (au fil des ans, les chiffres ont toujours été négligeables au regard de la population clandestine), mais à en contenir une petite partie, comme un avertissement lancé à tous les autres. Bref, la vieille histoire des Cpr comme **moyen de dissuasion collective** se présente enfin claire et nue devant tout le monde.

Bref, la seule raison dont usent les gouvernements européens pour justifier les Centres disparaît : l'expulsion.

Les Centres pour les Retours n'expulsent pas, mais ils poursuivent leurs activités. Et quelles activités ?

Alors, comment fonctionnent les Cpr de nos jours, et pourquoi ?

Leur fonction de rétention, exercée à l'égard de ceux qui sortent de prison ou de ceux qui sont attrapés lors des descentes, continue d'aller de l'avant. Et au lieu de l'expulsion, il restera seulement l'expulsion avec le fameux ordre d'expulsion. Cette disposition sera forcément contournée, puisque la personne expulsée ne peut pas subir son expulsion. Les sans-papiers resteront donc sur le sol national et pourront se faire attraper à nouveau, et emprisonnés. Bref, le fameux "jeu de

blie" est toujours aussi valable.

Pourquoi l'Italie ne veut-elle pas fermer les Cpr ?

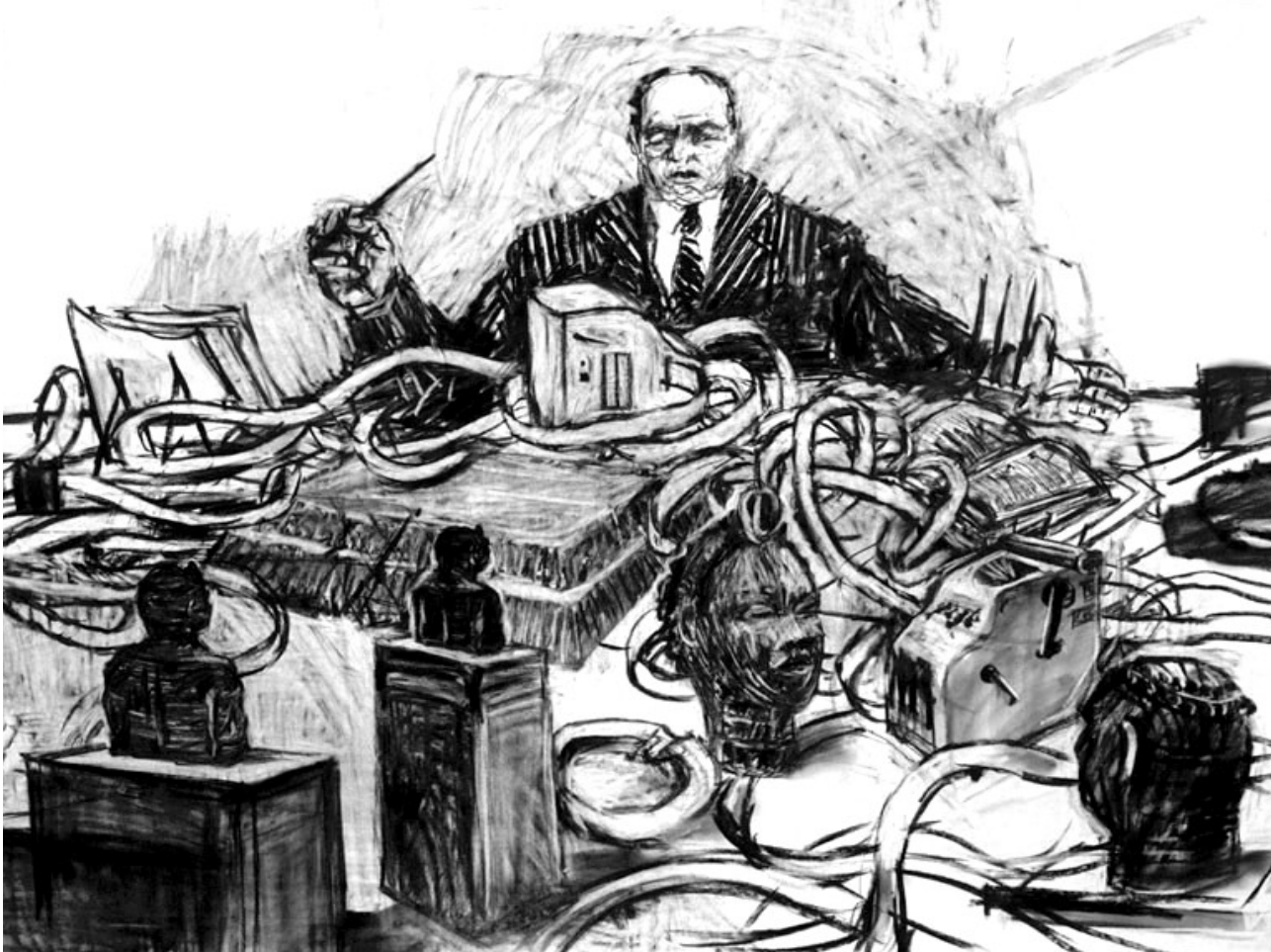
Nous pensons que de nombreux arguments qui concernent la rétention des migrants ne peuvent pas être dissociés de la situation carcérale en général. Dans cette situation d'urgence, ce serait une erreur de parler exclusivement des Cpr sans réfléchir sur la prison. Sur la question des prisons, le ministère de la Justice agit de façon **bornée et meurtrière**, conduisant en effet les détenus vers une possible contamination généralisée. La même chose se joue pour les Centres pour les Retours, où la libération, la **seule et véritable sécurité**, serait encore plus simple et banale d'un point de vue bureaucratique. Il semble que l'État italien soit beaucoup plus soucieux de perdre sa crédibilité répressive que de prévenir des tragédies futures et de se protéger d'éventuelles révoltes qui, poussées par la peur, pourraient anéantir les prisons. Cela ne fait que souligner davantage comment la rétention administrative, comme la prison, est un pilier essentiel du système juridique italien. Un pré-supposé fondamental que l'État ne veut remettre en cause pour rien au monde. En bref, ce n'est pas seulement une question économique – le business des Centres – qui empêche leur fermeture temporaire, mais quelque chose qui plonge dans les racines du pouvoir de l'État.

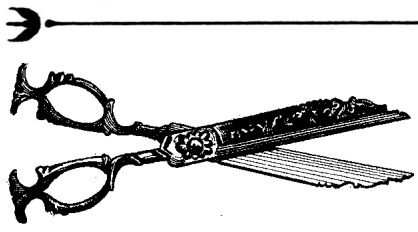
Et les révoltes des détenus viennent précisément ébranler la base du système, en sapant avec force les fondements de l'enfermement. La peur de la contagion, la certitude que cela pourrait conduire à de véritables massacres ont incité beaucoup de gens à se rebeller : en mars, dans les **Cpr de Gradisca, Palazzo San Gervasio et Ponte Galeria à Rome**, les détenus ont mené de nombreuses **contestations et révoltes**. Récemment, entre le 29 et le 30 mars dans le Cpr du Frioul, les mutins ont brûlé et détruit une partie de la structure.

Tout porte à croire que d'autres révoltes vont exploser prochainement.

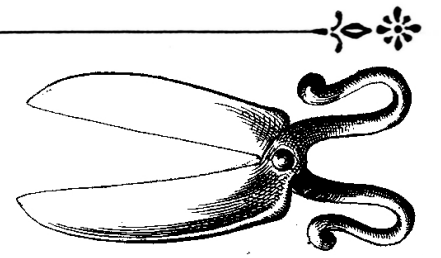


Turin, 1^{er} avril 2020 ~ macerie.org

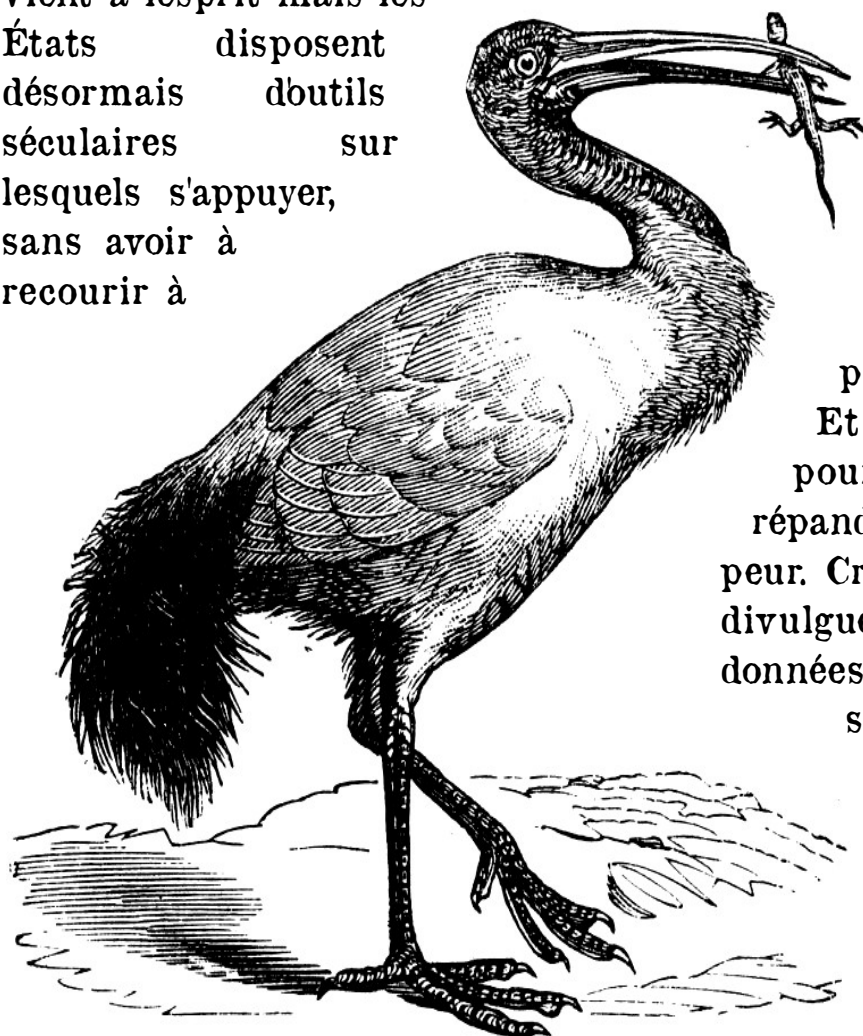




Interruptions ...



Que la vie sociale se déroule à distance n'a rien de nouveau, après tout. Depuis un moment déjà, tout le monde est persuadé que la meilleure façon de communiquer et d'entretenir des relations est d'utiliser un appareil électronique. Ces prothèses de l'être humain, les smartphones et compagnie, ont transformé nos façons d'être ensemble, de nous informer, d'apprendre, de communiquer, d'écrire, de lire. L'étape suivante est la robotisation du vivant, la technologie qui envahit chaque lieu, chaque aspect du quotidien. Un dépassement de la nature et du naturel au profit d'êtres et de lieux artificiels. Un scénario de ce type ne s'embarrasse pas de la vie sociale. Il n'a besoin ni de relations, ni d'émotions, ni de pensées : il n'a besoin que d'ordre, de discipline, de régulation, de machines. En ce moment, la Domination tente peut-être de forcer le pas, et elle utilise un problème de santé - la propagation d'un virus - pour arriver *a minima* à une enrégimentation généralisée. Et le reste ira de soi. La science-fiction vient à l'esprit mais les États disposent désormais d'outils séculaires sur lesquels s'appuyer, sans avoir à recourir à



l'inconnu. La *distanciation sociale* imposée par la loi qui prévoit l'interdiction des baisers et des câlins et la suppression de la plupart des activités sociales, rappelle l'*état d'urgence* qui impose de respecter la réglementation sociale pour éviter la dénonciation et l'arrestation. En effet, la mise en place de zones rouges et de points de contrôle, la limitation de la liberté de circulation, l'obligation de confinement pour ceux et celles provenant de zones considérées comme contaminées, avec d'éventuels contrôles policiers, mais surtout l'interdiction des rassemblements, à savoir les réunions publiques... Tout ça, c'est la gestion policière d'un problème de santé. Ce n'est pas un hasard si, dans les dix règles recommandées par l'État italien pour éviter la propagation du virus, l'une recommande de contacter en premier les carabinieri en cas de fièvre. Mais l'état d'urgence est aussi une mesure prise en cas de conflit ou d'insurrection, comme cela s'est passé récemment au Chili. L'État décrète par la loi que les citoyens sont sa propriété, qu'il peut en disposer à sa guise. L'état d'urgence n'est pas imposé pour des raisons de santé ni de bien-être de la population, mais pour faire intérioriser des règles, pour inculquer la discipline. Et de fait, le moyen le plus sûr pour obtenir l'obéissance est de répandre la terreur, de diffuser la peur. Créer l'angoisse et la panique, divulguer continuellement des données, rendre chaque chose sensationnelle et exceptionnelle... Inspirer la peur est une pratique de guerre et de torture, et aussi de gouvernement : les États se spécialisent dans ce domaine aussi. Et

de nos jours, la guerre tient à nouveau le haut du pavé, après avoir été évincée et éloignée pendant de nombreuses années. Aujourd'hui, la guerre est là, voire partout. Les chefs d'État se déclarent en guerre contre un ennemi quelque peu singulier, un virus, mais ce dernier n'est pas l'adversaire véritable : la cible, ce sont les gouvernés eux-mêmes.

Pour cette raison, l'enjeu le plus important peut-être est de maintenir en vie la pensée critique, sans minimiser quoi que ce soit. Après avoir été bras dessus, bras dessous avec l'Économie, après avoir industrialisé et ravagé la nature, stérilisé la pensée, la Domination veut désormais supprimer les émotions. Ni bisou, ni câlin. Cependant, si l'État veut que nous soyons totalement dépendants de lui, s'il supprime la vie sociale et aussi une partie de la vie économique, ça veut dire que nous n'avons pas besoin de l'État. Ça veut dire que nous pouvons auto-organiser nos initiatives, nos formes d'éducation, nos économies, nos loisirs. Et même dans ce cas, nous n'avons pas besoin de recourir à la science-fiction mais à l'expérience, à la mémoire, à la volonté et au courage.

Une suggestion sur la façon de faire nous vient des détenus qui se battent dans les prisons italiennes, eux et elles que cet *état d'urgence* voudrait enterrer vivant. En voici une autre : que cette normalité soit interrompue, oui, mais par révolte.

Lecce, 12 mars 2020

Bibliothèque Anarchiste Disordine
disordine@riseup.net

Nous ne sommes pas tous dans le même bateau

« Nous sommes tous dans le même bateau et celui qui tient la barre a le devoir d'indiquer le cap à l'équipage. »

C'est sur ces mots que Conte, le président du Conseil des ministres, s'adressait au pays le 4 mars, tandis que des mesures toujours plus restrictives concernaient l'ensemble du territoire italien. En résumé : fermeture des écoles, des universités et des magasins, suspension de la liberté de circulation des personnes, interdiction des manifestations publiques et des rassemblements, interdiction des grèves, blocage des parloirs entre les détenus et leurs proches en prison, contrôles des déplacements par la police et l'armée. Et en même temps, bombardement médiatique, diffusion de la panique, culpabilisation de qui sort de sa maison « sans raison valable » (valable pour qui ?), rhétorique patriotique au nom de l'Italie qui résiste, dans une tentative de renforcer l'idée que nous sommes tous touchés de manière égale, que nous devons tous collaborer de manière égale et responsable pour affronter l'épidémie. Et pourtant les usines en tout genre restent ouvertes, tout comme les entrepôts de logistique pour les livraisons et le tri des marchandises. De plus, les ports fonctionnent encore. Combien de personnes doivent continuer à travailler au risque de s'exposer à la contagion et de contaminer les autres, par ailleurs sans les masques de protection tant recommandés (ils ne durent que quelques heures, mais les travailleurs les portent plusieurs jours parce qu'ils n'y en a pas) et sans la distance de sécurité ? Elles sont des millions !!!

En même temps, le système sanitaire ne tient plus, les services de soins intensifs sont débordés et on

commence à dire que sous peu, il faudra choisir entre qui sauver et qui laisser mourir. La pénurie de masques concerne aussi les hôpitaux. Les zones les plus touchées par la contagion (la Lombardie, la Vénétie, l'Émilie-Romagne) sont celles dotées des meilleurs services sanitaires d'Italie (c'est tout dire), mais aussi celles où sont concentrées les usines et les entrepôts. Et par hasard, ce n'est pas parce qu'on force des millions de travailleurs à travailler que la contagion continue, et non parce que quelques milliers de personnes sortent faire un tour ? Est-ce que c'est vraiment plus



dangereux de s'asseoir sur un banc tout seul, que de rester sur la chaîne de montage ? Et toujours par hasard, ils ne sont pas en train de nous culpabiliser sur nos comportements pour nous faire oublier que la Santé seffondre ? Et qui l'a détruite, la santé italienne, à coup de réformes, de coupes budgétaires, de privatisation ? Ce sont les mêmes politiciens qui nous

disent aujourd'hui que la contagion se poursuit parce que nous ne respectons pas les règles (pourtant les rues sont désertes). Les mêmes qui nous obligent malgré tout à aller travailler pour maintenir les profits des patrons, eux qui le 23 mars dernier s'opposaient à la fermeture des activités productives non essentielles ! C'est clair : alors que nous, nous sommes sacrificiables et interchangeables, leurs revenus, eux, sont essentiels !

Toute cette classe politique et entrepreneuriale détient-elle l'autorité morale pour nous dire comment tenir la barre ? Avons-nous vraiment besoin d'eux pour adopter des comportements responsables et éviter de nous mettre en danger, ainsi que les autres, nos proches en premier lieu ?

Nous ne sommes pas dans le même bateau, parce que nous payons aussi de façon bien différente la vie en quarantaine, comme nous paierons de façon différente les conséquences et les coûts sociaux de cette crise sur le long terme (loyers, crédits, factures, salaires, licenciements, examens et visites médicales dans un système bouché), si on ne commence pas de suite à réfléchir sur comment nous organiser pour nous soustraire à cette bande d'assassins. Suivons l'exemple de ces travailleurs qui, un peu partout, sont en train de réclamer de meilleures conditions de sécurité ou la fermeture des usines et des entrepôts, au moyen de la grève, du droit de retrait, de l'absentéisme. Si ce bateau navigue vers une souffrance certaine pour beaucoup, et vers des profits pour les habitués, réfléchissons à comment nous mutiner.

Gênes, 23 mars 2020

Marcher au bord de l'abîme ...

Un saut dans le néant

Les fléaux, en effet, sont une chose commune, mais on croit difficilement aux fléaux lorsqu'ils vous tombent sur la tête. Il y a eu dans le monde autant de pestes que de guerres. Et pourtant pestes et guerres trouvent les gens toujours aussi dépourvus.

Albert Camus, La peste

Chaos ... ou pas ?

L'arrivée de l'épidémie en Italie est le point de départ d'un bouleversement inconnu jusqu'alors. L'économie s'effondre. Des centaines de milliards deuros disparaissent. Les entreprises ferment. Services publics, écoles, gymnases ... Tout est bloqué. Seuls les supermarchés et les magasins de première nécessité restent ouverts et sont vidés quotidiennement. Les gens sortent de la maison principalement pour faire les courses. Apeurés, ils ne se parlent pas entre eux, et ils essaient de finir le plus vite possible. Cela ressemble presque à un scénario pré-apocalyptique ; quelqu'un pourrait penser que c'est le prélude à une période de chaos. Pourtant, la situation actuelle est loin d'être chaotique : des millions de personnes renoncent à sortir de chez elles au nom d'une responsabilité collective empreinte de patriotisme, l'État ordonne et les citoyens obéissent, qui par peur, qui pour éviter les représailles ; les relations sont médiées le plus souvent par les supports numériques et le contact humain est devenu un outrage à la santé collective. L'économie s'oriente vers les plates-formes connectées, les grandes multinationales gèrent entièrement le trafic des marchandises, et les chaînes de supermarchés deviennent le principal point de référence pour satisfaire les besoins. L'enseignement se fait via une connexion à distance ; désormais, les salles de classe seront silencieuses, c'est sûr ... Quest-ce qu'il y a de chaotique dans tout ça ?

Bien sûr, la situation dans les

hôpitaux est loin d'être sous contrôle, mais pourquoi cela nous surprendrait-il ? L'État s'est-il jamais soucié de la santé des gens ? Plus qu'une menace, la maladie est une opportunité de profit ou de contrôle.



Pourtant, nous savons aussi que dans leur ordre, juste sous la surface, couve le désordre, se cache la rébellion, le sentiment d'une vie refusée, plus ou moins accessible et compréhensible par les consciences individuelles. Il existe un potentiel inexprimé en terme de désir. Plus ce potentiel est banni et nié, plus il devient dangereux, car il pourrait prendre feu à tout moment. Ou peut-être que non, peut-être que tout est déjà perdu, que seulement nous (nous qui ?) ressentons toujours de la passion et des désirs ?

Aucune de ces deux possibilités ne change quoi que ce soit au choix individuel de poursuivre l'attaque contre le pouvoir. Mais la manière dont nous pouvons rejeter l'idée de l'éternelle et inévitable reproduction de la situation actuelle change, elle, profondément.

En cherchant à percevoir la tension étouffée, nous donnons de la force à l'idée qu'un autre monde est possible, et que celui-ci n'est pas le meilleur des mondes, l'unique monde possible.

Alternative ou cogestion ?

Pourtant, comme cela arrive dans nombre de moments historiques où l'autorité du système social régnant n'est pas sapée à la racine, l'alternative peine à emprunter les voies de l'altérité, pour se retrouver plus souvent embourbée dans la misère de la cogestion.

Aujourd'hui, que veut dire le fait d'aider à distribuer des masques ? Cela pourrait signifier : soit sa propre

action est concertée et coordonnée avec la Protection Civile et la Municipalité, soit la répression par les soldats et les policiers est imminente car les lois et décrets qui interdisent de quitter la maison sont violés.

Ce système social a créé un monde où vivent 7-8-9 milliards de personnes. Comme disait Huxley dans son roman prophétique *Le Meilleur des Mondes* :

« La stabilité, dit l'Administrateur, la stabilité. Pas de civilisation sans stabilité sociale. Pas de stabilité sociale sans stabilité individuelle. (...) »

La machine tourne, tourne, et doit continuer à tourner, à jamais. C'est la mort si elle s'arrête. Ils étaient mille millions à gratter la croûte de la terre. Les rouages commencèrent à tourner. Au bout de cent cinquante ans ils étaient deux mille millions. Arrêt de tous les rouages. Au bout de cent cinquante semaines, ils ne sont plus, de nouveau, que mille millions ; mille milliers de milliers d'hommes et de femmes sont morts de faim. Il faut que les rouages tournent régulièrement, mais ils ne peuvent tourner sans qu'on en ait soin. Il faut qu'il y ait des hommes pour les soigner, aussi constants que les rouages sur leurs axes, des hommes sains d'esprit, stables dans leur satisfaction. Criant : « Mon bébé, - ma mère, - mon seul, mon unique amour » ; gémissant : « Mon péché, mon Dieu terrible » ; hurlant de douleur, marmottant de fièvre, geignant sur la vieillesse et la pauvreté, comment peuvent-ils soigner les rouages ? Et s'ils ne peuvent pas soigner les rouages... Il serait difficile d'enterrer ou de brûler les cadavres de mille milliers de milliers d'hommes et de femmes. »



Quels sont nos problèmes, et quels sont les problèmes de la Domination ?

Devons-nous résoudre le problème de la pollution ? Nous ne nous inscrivons pas au cours de biologie, nous brisons

un pylône électrique pour faire fermer une usine.

Devons-nous résoudre le problème de la pauvreté ? Nous ne fondons pas une banque éthique, nous la volons et nous essayons de détruire le monde du commerce, ainsi que celui de sa falsification « *commerce équitable* ».

Devons-nous résoudre le problème de la maladie ? Nous n'étudions pas la médecine, nous essayons de briser ce système social. Parce que l'action révolutionnaire ne restructure pas la prison, ne l'améliore pas. Elle l'abat pour créer un vide, pour donner à la vie une chance de s'épanouir.

En effet, l'altérité peut surgir seulement là où le pouvoir de l'État n'existe pas. Et elle étouffe si les espaces dans lesquels elle tente de germer ne s'élargissent pas, mais restent circonscrits à quelques niches contrôlées.

Malheureusement, les morts sont causés par ce monde, par nos choix collectifs de vie – ou plutôt, de *survie*. Pas par nos choix individuels de lutte. Et une révolution est pavée de sang et de morts, car c'est la condition dans laquelle ce système social a placé l'humanité : elle ne peut plus exister sans lui. Comment l'humanité pourrait-elle exister sans la science atomique, à partir du moment où l'on a lancé la première centrale et produit le premier déchet nucléaire ? Le prix des choix de ceux qui ont vécu avant nous retombera sur l'avenir pendant de nombreuses années encore, mais ne pas commencer dès maintenant à payer ces créances irrécouvrables ne fait qu'augmenter la totalité de la dette.



Le frein d'urgence est un *danger*.

Pourtant si nous ne le tirons pas, la Domination continuera à s'approfondir, à muter et même à dominer matériellement nos existences. Pour cette raison, il n'est pas possible d'accepter la cogestion, ni de reporter la conflictualité qui devrait être permanente : la catastrophe leur appartient et ils doivent payer pour tout ça. Et tout ça doit cesser.

Ceux qui veulent un monde de liberté ne sont pas responsables des massacres de la Domination. Pas même de ceux qui auront lieu demain,

ou après son effondrement. Il est clair que nous ne devons pas perdre de vue la conséquence entre les moyens et les fins, mais nous devons également pouvoir regarder le monde avec un certain *détachement*.



Mais c'est vrai aussi que le rythme actuel est effréné, et que la prise de conscience de la catastrophe se manifeste de plus en plus pour la



plupart des gens. Que se passera-t-il lorsque la peur abandonnera le terrain pour le désir de l'espoir ou l'espoir du désir ?

Un monde inattendu

Et alors ? Une situation de ce genre prend au dépourvu.

En tant qu'amants de la liberté, nous aspirons à voir s'effondrer les intrigues de ce régime d'urgence à cause d'un foyer de passions ingérable. Mais nous nous demandons aussi comment les possibilités d'intervention évoluent lorsque toute une série de garanties, notamment les plus matérielles, nous sont refusées, ou ne sont tout simplement plus garanties par le système social et son fonctionnement. Comment pouvons-nous continuer à entretenir des relations et à nous organiser, si en plus nous vivons à grande distance les uns des autres ? Comment pouvons-nous diffuser des idées sans les disperser dans le règne virtuel de l'opinion, s'il devient difficile de communiquer en-dehors d'un écran ?

De plus, si les communications et la mémoire sont confiées exclusivement aux réseaux sociaux, qui ont le pouvoir d'éliminer et de censurer tout d'un coup, comment garder la mémoire de ce qui se passe, bombardées comme nous le sommes par les informations produites par *l'éternel présent* ? Quels moyens avons-nous à notre disposition pour le faire de manière autonome, lorsqu'un décret fait fermer les imprimeries et les typographies ? Et quels risques comporte la tentative de briser ce silence macabre ?

Un regard en arrière

En ce moment, un regard vers le passé pourrait être un bon point de départ pour tenter de s'orienter sur les choix à faire. Sans pour autant enlever de notre esprit le présent qui nous offre une perspective nouvelle et unique.

Les expériences passées d'individus et de groupes anarchistes pourraient nous éclairer sur l'importance de posséder différentes compétences, connaissances et moyens qui ont permis de donner du fil à retordre à l'État et à ses moyens répressifs.

En temps de guerre ou de dictature militaire, les conditions de précarité étaient bien plus radicales que celles d'aujourd'hui, et pourtant des personnes réussirent à continuer de lutter, de diffuser des idées de révolte, et de les mettre en pratique. Mais en quoi consiste ces moyens mystérieux, ces habiletés dont on parlait avant ? Un exemple qui peut sembler aussi banal qu'évident est la possibilité d'imprimer de façon autonome, en grande quantité

et en peu de temps, pour pouvoir diffuser les idées. Au XX^{ème} siècle, il était courant que quiconque rédige un journal soit aussi doté du savoir et des moyens matériels requis pour imprimer les exemplaires à distribuer. Dans de nombreuses villes, les imprimeries clandestines étaient monnaie courante, où les compagnons pouvaient imprimer leurs tracts, affiches, brochures, livres, etc. Ce fut le cas par exemple dans nombre de villes de Russie à l'époque des régimes tsariste et bolchevique, ou en Argentine sous la dictature d'Uriburu, où un Severino di Giovanni - en cavale - pouvait passer rapidement du braquage de banques à l'impression de livres et de brochures.

D'autres possibilités sont liées à une connaissance approfondie de la zone dans laquelle on vit, et comment on s'y déplace sans être remarqué. Pensez à un Caracremada qui pendant des décennies a réussi à mener des sabotages en territoire franquiste, seul ou accompagné, en traversant à chaque fois les Pyrénées pour revenir en France quelques semaines plus tard. Certes, le contrôle revêt différentes formes au cours de l'histoire ; ceci dit, une réflexion sur les conditions de ceux qui les ont éludées par le passé pourrait préparer au développement de formes d'évasion dans le présent. Comment la connaissance du territoire se conjugue-t-elle avec la propension contemporaine au nomadisme et au déplacement continu dans l'espace ? Et si les restrictions imposées aujourd'hui nous incitaient à apprendre à nous déplacer intelligemment sur un territoire, en évitant d'une façon ou d'une autre de se faire arrêter ?

Or, ce n'est qu'avec le temps qu'il est possible de le faire, pas dans un futur proche. Et maintenant, quels scénarios nous attendent ?

Un regard vers demain

Pour simplifier, peut-être à l'excès, seules deux alternatives se présentent à nous. Évidemment, nous pouvons intervenir avec notre action, nous ne sommes ni à la merci des événements ni dans l'attente que l'Histoire suive son cours. Notre volonté a un poids et un rôle sur ce qui se joue, ici et ailleurs en même temps. La première possibilité est la suivante : la Domination parvient à retrouver sa propre stabilité, en normalisant la situation et en continuant à reproduire son univers et les relations qu'elle crée. L'autre possibilité : la Domination commence à partir en lambeaux, à s'ancrer dans une instabilité toujours plus grande, à s'effondrer inexorablement.

Quelque soit le scénario, les temps peuvent être aussi rapides qu'inattendus.



Dans le premier cas, il faudrait comprendre ce que cela signifie vivre dans un état d'urgence comme celui-ci, et trouver un moyen de ne pas être bloquée dans son action à l'avenir par des limitations extérieures de la sorte. Il y a toujours une *prochaine fois*.

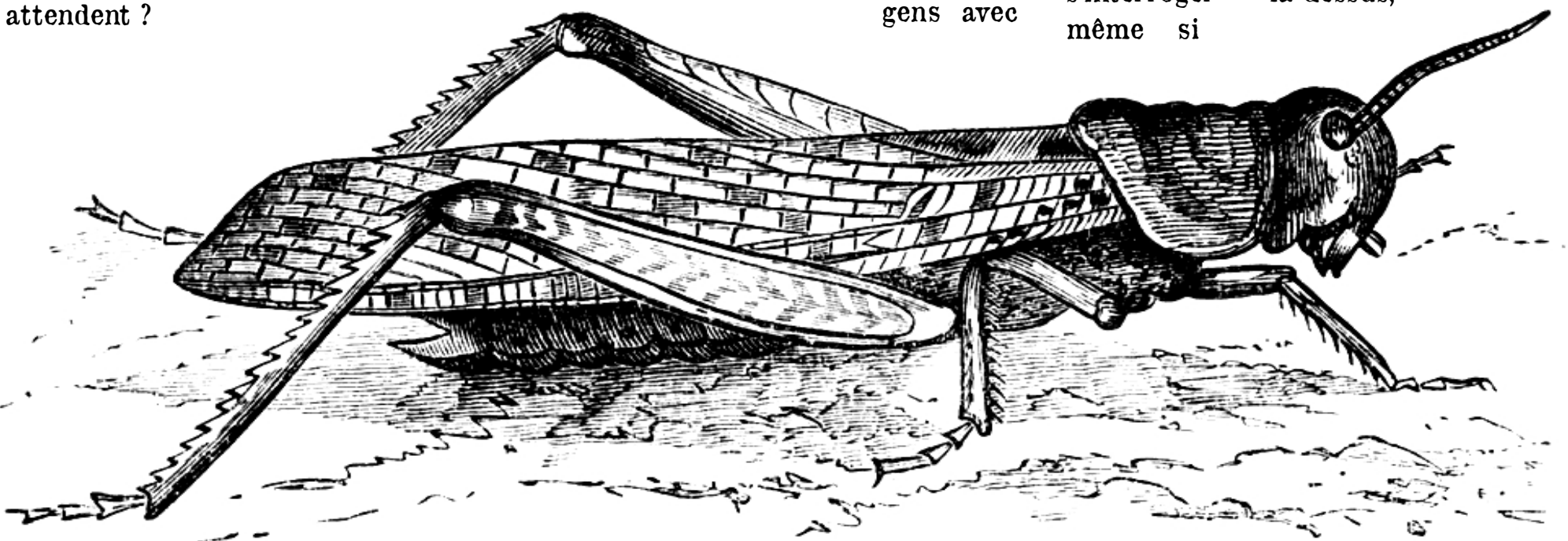
Réfléchissons à ce qui se passerait si dans le futur, certains sites en particulier étaient censurés et filtrés. Ou si nos cartes SIM étaient désactivées. On resterait sans voix. Aujourd'hui plus que jamais, puisque nous n'avons même pas les moyens d'imprimer car nous dépendons des imprimeries et des photocopieuses, alors peut-être n'avons-nous même plus les adresses des gens avec

qui nous aimerions communiquer. Nous pensons aussi à tous ces éléments de connaissances et de capacités qu'il faut développer sur le long terme, et non dans l'urgence. Aujourd'hui, nous avons ce que nous avons : nos limites et notre ignorance. Mais peut-être que d'autres individus se sentent *prêts*, eux ? Et pour demain, comment voulons-nous nous sentir ? Et que voudrions-nous *savoir faire* ?

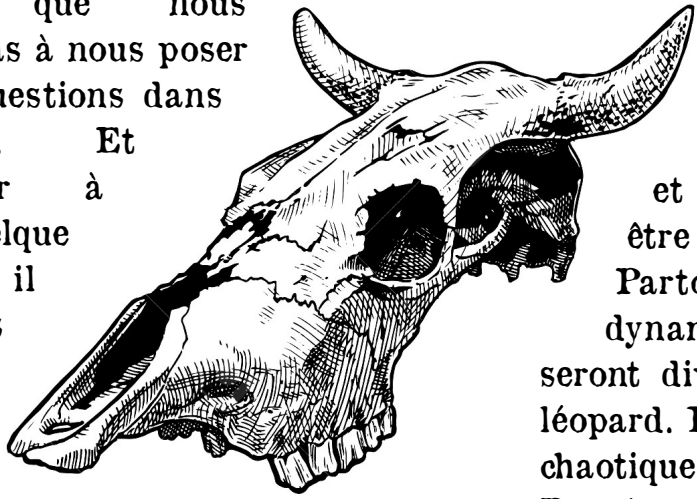


Dans le second cas, nous devons d'abord pouvoir survivre et ensuite nous assurer que la Domination ne revête pas d'autres formes. La ville se retrouve facilement isolée et elle n'est pas en mesure de subvenir à ses besoins : elle a besoin d'être ravitaillée de l'extérieur pour continuer d'exister.

De base, la ville est un lieu qui d'un coup pourrait s'avérer inhospitalier, car elle est bâtie à l'image des pouvoirs qui l'ont façonnée, et n'est donc fonctionnelle que pour eux. Les réseaux de relations pourraient être détruits dans un claquement de doigts, avec la fuite vers des espaces où la subsistance est encore possible, où il n'y a pas que du béton. Avec l'impossibilité de trouver de l'essence, voire de téléphoner et d'écrire un mail, vivre ensemble devient nécessaire pour pouvoir vivre bien et conspirer ensemble. Choisir les personnes avec qui l'on veut vivre, si on désire vivre avec d'autres personnes, car l'avenir peut être incertain. Si nous souhaitons voir les antennes cramer et les infrastructures s'écrouler, nous devons comprendre comment réinventer la vie, et où. Et peut-être vaut-il mieux commencer à s'interroger là-dessus, même si



nous avons toujours imaginé le problème de la destruction si énorme, que nous n'avions pas à nous poser d'autres questions dans la vie. Et commencer à semer quelque chose, car il n'est pas dit qu'avec une



Sans recettes, mais avec des idées claires

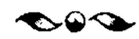
Nous sortons de l'illusion que leffondrement de l'État et de la Domination pourrait être un processus uniforme. Partout dans le monde, les dynamiques et les temporalités seront diverses, comme des taches de léopard. La situation n'en sera que plus chaotique et confuse en peu de temps. Peut-être que nous n'aurions jamais pensé l'écrire avant, résignés comme nous le sommes désormais à la réalité inexorable de ce monde. Mais il est vraiment possible que nous assistions à la naissance d'autres formes de vie. Il nous sera difficile de juger de loin ces différentes situations - comme nous avons l'habitude de le faire jusqu'ici. Séparés par un cordon militaire et policier, ces expériences et modes de vie différents pourraient exister à seulement 30 km les uns des autres.

Il n'existe pas de recette toute faite, aujourd'hui encore moins qu'hier. L'intelligence, la générosité, l'audace et l'intuition sont nécessaires pour comprendre ce qu'on peut faire, où et comment, à quel moment. Le choix des moments propices à la destruction et à la construction n'est pas quelque chose

de monolithique pour toutes les sensibilités. Cela dit, une seule chose rendra les expériences traduisibles et les intuitions transmissibles : la clarté du but. Dans cette période de transformation, que reste bien ferme la volonté de détruire toutes les formes de pouvoir du monde dans lequel nous vivons, à l'intérieur et à l'extérieur de nous.

Pour l'Attaque, ici et maintenant.

Pour la Vie, ici et maintenant.



Des correspondants, 26 mars 2020
roundrobin.info

production *just in time*, il y ait encore des réserves de pâtes à prendre d'assaut ou des entrepôts à piller près de chez nous. La nourriture peut manquer avant même la floraison des fleurs.

La Commune de Paris aurait peut-être duré plus longtemps si des groupes épars de révolutionnaires, surgis de la campagne, avaient attaqué l'arrière de l'armée républicaine, brisant ainsi l'étranglement des insurgés.



Entre les deux, quel scénario nous paraît le plus plausible ? Les réponses s'avèrent différentes selon les lieux et les sensibilités.

6 Nous rappelons cette ancienne contribution de A.M. Bonanno sur les perspectives insurrectionnelles et certaines de ses réflexions concernant les compétences organisationnelles, mentales et physiques à développer (voir par exemple p. 21) :

<https://collafenice.files.wordpress.com/2013/09/trascizione-incontro-23-giugno.pdf>



Pendant mon heure de liberté

Respirer le même air
qu'un maton ça ne me va pas,
c'est pourquoi j'ai décidé de renoncer
à mon heure de liberté.
s'il y a quelque chose à partager
entre un prisonnier et son maton
qui ne soit pas l'air de cette cour
je veux que ce soit seulement la prison,
qui ne soit pas l'air de cette cour
je veux que ce soit seulement la prison.

Ça a commencé une heure avant
et une heure après c'était déjà fini
j'ai vu des gens arriver seuls
et puis aller ensemble vers la sortie.
Je ne m'attendais pas à votre erreur
hommes et femmes de la Cour
si j'avais été à votre place...
mais à votre place je ne peux pas être
si j'avais été à votre place...
mais à votre place je ne peux pas être.

En-dehors de la salle dans la rue,
mais dans cet en-dehors, même
en-dehors de là,
j'ai demandé à mon visage de faire au
mieux
une polémique de dignité,
Toutes ces gueules, ces rictus, ces
moues, va leur expliquer que c'est le
printemps

et puis ils le savent et ils préfèrent
qu'on le retire à celui qui va en taule
et puis ils le savent et ils préfèrent
qu'on le retire à celui qui va en taule.

Toutes ces gueules, ces rictus, ces
moues,
et si peu de visages, et parmi eux, elle
en train de se demander tout en même
temps
elle se souffle à elle-même, j'en jurerais
ce quelle dira de moi aux gens
ces derniers temps il avait un peu
changé
mais pas dans sa façon de me dire mon
amour,
ces derniers temps il avait un peu
changé
mais pas dans sa façon de me dire mon
amour.

Certes il faut en faire du chemin
dans une gymnastique débécissance
jusqu'à un geste beaucoup plus humain
qui te donne le sens de la violence,
mais il faut en faire tout autant
pour devenir tellement couillons
au point de ne plus pouvoir comprendre
qu'il n'y a pas de bons pouvoirs
au point de ne plus pouvoir comprendre
qu'il n'y a pas de bons pouvoirs.

Et maintenant j'apprends un tas de
choses
au milieu des autres tous habillés pareil
sauf quel est le bon crime pour
ne pas passer pour un criminel.
On nous appris à nous étonner
des gens qui volent du pain
maintenant nous savons que c'est un
délit
de ne pas voler quand on a faim,
maintenant nous savons que c'est un
délit
de ne pas voler quand on a faim.

Respirer le même air
que les matons ça ne nous va pas
et nous avons décidé de les emprisonner
pendant l'heure de liberté.
Venez maintenant à la prison
restez pour écouter à la porte
notre dernière chanson
qui vous répète encore une fois :

« même si vous vous en foutez
chacun de vous est concerné,
même si vous vous en foutez,
chacun de vous est concerné. »

Fabrizio De André

